

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2840

13 novembre 2013

SOMMAIRE

Anicca Consulting S.à r.l.	136274	RZ Investment S.à r.l.	136280
Beckman Luxembourg S.à r.l.	136286	SALORIX S.A., Société de Gestion de Patrimoine Familial (SPF)	136277
BLH Investment 2 S.à r.l.	136285	Sanope S.A.	136276
BLH Investment 3 S.à r.l.	136284	SciCan Luxembourg S.à r.l.	136278
BLH Investment 8 S.à r.l.	136283	SCI Geizenfeld	136278
Capitolin S.A.	136275	SCZ Engineering S.A.	136320
Ciné Invest S.A.	136274	Seadler Invest S.A.	136320
DAIWA SBI Lux Funds SICAV	136286	SHOGUN PROPERTIES, société de gestion de patrimoine familial	136320
Dajojachri S.C.I.	136284	Snowstorm S.à r.l.	136274
Darina S.A.	136275	Société d'investissement Afrique Méditerranée	136280
Deynecourt	136299	Standex International Management S.A.	136278
Drake Recoveries S.à r.l.	136284	Stanmore S.à r.l.	136278
European Fragrances S.à r.l.	136319	Sun Connect S.à r.l.	136318
Even RX Properties S.C.A.	136283	Talentia Luxembourg S.A.	136280
Fanopi S.A.	136274	Telouet	136280
GFIS Holdings S.à r.l.	136283	Torqueville Investissements S.A.	136279
Image-In-Nation S.A.	136312	Transocean Inc. Luxembourg Asset Management S.C.S.	136274
Les Combes Investments S.A.	136276	Trelux Capital Investissements S.A.	136281
LSF6 Europe Financial Holdings S.à r.l.	136276	Tymara Holding S.A.	136277
M.B. Investments S.A.	136276	UCB S.C.A.	136282
Mediabridge S.à r.l.	136285	Unifrax Luxembourg II S.à r.l.	136275
Mermer International S.A.	136285	Unifrax Luxembourg I S.à r.l.	136281
Mokwalo S.A.	136284	Unifrax Luxembourg I S.à r.l.	136282
Norbert KELLER A.G.	136283	Virida Holding II S.A.	136315
Noweda S.A.	136320	VXI Luxembourg S.à r.l.	136282
OCM Luxembourg OPPS TI Automotive Holdings S.à r.l.	136275	W2005/W2007 Vernal Holding 1 Luxembourg	136281
OCM Luxembourg OPPS TI Automotive Holdings S.à r.l.	136279	Win Securitisation II	136311
One Protect S.à r.l.	136285	Zenith Property Development S.A.	136282
Pasing Munich Arcaden Luxco S.à r.l.	136279		
Paunsdorf/Zwickau Arcaden	136279		
Raymondo S.A., SPF	136281		
Roseway Capital	136277		
R.T.C. Group Soparfi S.A.	136277		

Snowstorm S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 126.940.

Statuts coordonnés, suite à une assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 7 juin 2013 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 8 juillet 2013.

Francis KESSELER

NOTAIRE

Référence de publication: 2013138900/13.

(130168949) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 octobre 2013.

Transocean Inc. Luxembourg Asset Management S.C.S., Société en Commandite simple.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 158.447.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 12 juin 2013 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 12 juillet 2013.

Francis KESSELER

NOTAIRE

Référence de publication: 2013138901/13.

(130168911) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 octobre 2013.

Ciné Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 75.068.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013138998/9.

(130169887) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 octobre 2013.

Fanopi S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 9A, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 57.264.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013139038/9.

(130169552) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 octobre 2013.

Anicca Consulting S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9641 Brachtenbach, 16, Maison.

R.C.S. Luxembourg B 142.570.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 octobre 2011.

Signature.

Référence de publication: 2013138936/10.

(130169622) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 octobre 2013.

Capitolin S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 99.333.

- Monterey Audit Sàrl, agent domiciliataire, dénonce le siège social de la société
Capitolin S.A., Société Anonyme.
R.C.S. Luxembourg B 99.333.
et domiciliée au 29, Avenue Monterey L-2163 Luxembourg.

Luxembourg, le 1^{er} juillet 2013.

Philippe GAIN

Gérant

Référence de publication: 2013138990/13.

(130169549) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 octobre 2013.

Unifrax Luxembourg II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 124.276.

Suite à une erreur survenue lors du dépôt des comptes annuels au 31 décembre 2008, enregistrés auprès du Registre
de Commerce de Luxembourg en date du 9 juin 2009 sous la référence: L090083103.04

Les comptes annuels rectifiés au 31 Décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de
Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2013139377/14.

(130169469) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 octobre 2013.

OCM Luxembourg OPPS TI Automotive Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 128.915.

EXTRAIT

Il résulte de l'assemblée générale ordinaire de la Société tenue en date du 9 juillet 2013 que la démission de Monsieur
Pedro URQUIDI, gérant de la Société, a été acceptée avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 octobre 2013.

Référence de publication: 2013139225/13.

(130169556) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 octobre 2013.

Darina S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 151.854.

Extrait des décisions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société tenue le 30 septembre 2013

Première résolution

L'assemblée accepte les démissions de Monsieur Koeune Marc, Monsieur Zianveni Michael, Monsieur Graviere Sébastien, Monsieur Nicolas Jean-Yves., résidents professionnellement au 18 rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg de leurs mandats d'Administrateur de la Société;

Deuxième résolution

L'assemblée décide de nommer Madame Catherine GIORDANO, employée, et Monsieur Fabio MAZZONI et Madame Violène ROSATI, Administrateurs de sociétés, résidant professionnellement à L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie, en tant qu'Administrateurs de la Société, leurs mandats viendront à échéance à l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2018;

Troisième résolution

Rassemblee accepte la démission de Cederlux Services S.à.r.l. de son poste de commissaire aux comptes de la Société;

Quatrième résolution

L'assemblée décide de nommer BG Consulting S. à r.l., 70, Val Sainte Croix, L-1370 Luxembourg, en tant que Commissaire aux Comptes, son mandat viendra à échéance à l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2018;

Cinquième résolution

L'assemblée décide de transférer le siège social de 18 rue de l'Eau L -1449 Luxembourg à L-1511 Luxembourg, 121 avenue de la Faiènerie.

Pour extrait
La société

Référence de publication: 2013139011/27.

(130169422) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 octobre 2013.

M.B. Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5553 Remich, 26-28, Quai de la Moselle.
R.C.S. Luxembourg B 167.591.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 04/10/2013.

G.T. Experts Comptables Sarl
Luxembourg

Référence de publication: 2013139182/12.

(130169831) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 octobre 2013.

LSF6 Europe Financial Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 142.579.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 3 octobre 2013.

Référence de publication: 2013139181/10.

(130169370) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 octobre 2013.

Les Combes Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 117.612.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 2 octobre 2013.

Référence de publication: 2013139178/10.

(130169766) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 octobre 2013.

Sanope S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 9A, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 51.695.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013139316/9.

(130169532) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 octobre 2013.

R.T.C. Group Soparfi S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons Malades.

R.C.S. Luxembourg B 83.179.

Il résulte du procès-verbal d'une réunion du Conseil d'Administration de la société tenue en date du 2 octobre 2013 que M. Thierry TRIBOULOT, employé privé, avec adresse professionnelle au 231, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg, a été nommé à la fonction d'administrateur en remplacement de M. Fernand HEIM, démissionnaire, avec effet immédiat. Son mandat expirera à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2018.

Sa cooptation sera soumise pour ratification à la prochaine Assemblée Générale Annuelle des actionnaires.

Il résulte d'un autre procès-verbal d'une réunion du Conseil d'Administration de la même date que M. Thierry TRIBOULOT, sus-désigné, a été nommé à la fonction de Président du Conseil d'Administration.

Pour extrait conforme

SG AUDIT SARL

Référence de publication: 2013139270/16.

(130169394) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 octobre 2013.

Roseway Capital, Société à responsabilité limitée.

Capital social: CAD 19.658,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 153.404.

Il est porté à la connaissance des tiers que Monsieur Torsten Goesch, gérant A de Roseway Capital, a changé d'adresse et a dorénavant son adresse professionnelle au 57 Merryn Road, Singapour 298505 (République de Singapour).

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 03/10/2013.

Pour Roseway Capital

SGG S.A.

Signatures

Mandataire

Référence de publication: 2013139280/16.

(130169619) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 octobre 2013.

SALORIX S.A., Société de Gestion de Patrimoine Familial (SPF), Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 38.749.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.

Référence de publication: 2013139314/11.

(130169756) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 octobre 2013.

Tymara Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 60.768.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme

TYMARA HOLDING S.A.

Référence de publication: 2013139367/11.

(130169445) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 octobre 2013.

Stanmore S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 11, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 179.551.

Extrait de la résolution du 1^{er} octobre 2013 de l'associé unique de la société Stanmore S.à.r.l.

Il résulte de la résolution de l'associé unique de la société STANMORE S.à.r.l. prise en date du 1^{er} octobre 2013 que:
L'associé unique décide d'accepter la démission de Monsieur Graham J. WILSON en tant que Gérant de la société avec effet immédiat.

L'associé unique décide de nommer Monsieur Goris Daniel avec adresse à Vestdijkhove 44, 2726DT, Zoetermecr, Netherlands, en tant que nouveau Gérant de la société avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Pour Extrait conforme
M. Goris Daniel
Gérant

Référence de publication: 2013139335/16.

(130169352) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 octobre 2013.

SCI Geizenfeld, Société Civile.

Siège social: L-7268 Bereldange, 23, Cité Aline Mayrisch.
R.C.S. Luxembourg E 1.568.

Extrait du Procès-verbal de la réunion des associés ne date du 24 septembre 2013

Il résulte du procès-verbal de la réunion des associés que dorénavant les adresses des associés-gérants seront les suivantes:

Madame Rita KNOTT, associée gérante: 23, Cité Aline Mayrisch L-7268 Bereldange

Monsieur Marcel STEPHANY, associé-gérant: 23, Cité Aline Mayrisch L-7268 Bereldange

Bereldange, le 24 septembre 2013.

Pour extrait conforme
Signature

Référence de publication: 2013139318/15.

(130169834) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 octobre 2013.

Standex International Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 43, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 148.366.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 (version abrégée) ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 octobre 2013.

Pour la Société
Un mandataire

Référence de publication: 2013139334/13.

(130169600) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 octobre 2013.

SciCan Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 15.150,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 123.890.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 octobre 2013.

Référence de publication: 2013139294/10.

(130169762) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 octobre 2013.

Pasing Munich Arcaden Luxco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 131.157.

—
Please be informed that I tender my resignation as manager of Pasing Munich Arcaden Luxco S.a r.l. having its registered office at 25A, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B131157, with effect as of 18 September 2013.

Jorge Pérez Lozano.

Je tiens à vous informer que je démissionne de mon mandat de gérant de la société Pasing Munich Arcaden Luxco S.à r.l., avec siège social au 25A, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B131157, avec effet au 18 septembre 2013.

Pour mentions aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des sociétés et Associations.

Jorge Pérez Lozano.

Référence de publication: 2013139239/16.

(130169577) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 octobre 2013.

Paunsdorf/Zwickau Arcaden, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 109.143.

—
Please be informed that I tender my resignation as manager of Paunsdorf/Zwickau Arcaden having its registered office at 25A, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B109143, with effect as of 18 September 2013.

Jorge Pérez Lozano.

Je tiens à vous informer que je démissionne de mon mandat de gérant de la société Paunsdorf/Zwickau Arcaden, avec siège social au 25A, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B109143, avec effet au 18 septembre 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Jorge Pérez Lozano.

Référence de publication: 2013139240/16.

(130169576) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 octobre 2013.

OCM Luxembourg OPPTS TI Automotive Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 128.915.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 octobre 2013.

Référence de publication: 2013139226/10.

(130169590) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 octobre 2013.

Torqueville Investissements S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2519 Luxembourg, 3-7, rue Schiller.

R.C.S. Luxembourg B 117.811.

EXTRAIT

Il résulte de la décision du conseil d'administration tenue en date du 16 Septembre 2013 que le siège social de la société est transféré du 42-44 avenue de la gare L-1610 Luxembourg au 3-7 rue Schiller, L-2519 Luxembourg.

Extrait sincère et conforme

Un mandataire

Référence de publication: 2013139360/12.

(130169636) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 octobre 2013.

Talentia Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 59.972.

—
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue en date du 22 Août 2013 que:

- A été élue au poste de Commissaire en remplacement de MONTBRUN RÉVISION S.à r.l.:

* Gestman S.A., immatriculée au RCS de Luxembourg sous le numéro B 37378 avec siège social au 23, rue Aldringen
- L-1118 Luxembourg.

- Son mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée générale annuelle de 2015.

Luxembourg.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2013139348/15.

(130169499) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 octobre 2013.

Telouet, Société Anonyme.

Siège social: L-2128 Luxembourg, 22, rue Marie-Adélaïde.

R.C.S. Luxembourg B 80.809.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 24 juin 2013

- La cooptation de Monsieur Mehdi El Glaoui, demeurant à CH-1204 Genève, 14, Grand-Rue en tant qu'Administrateur de la société en remplacement de Madame Cindy Risse démissionnaire est ratifiée. Son mandat viendra à échéance à l'Assemblée Générale Statutaire de 2016

- La société HIFIN S.A., ayant son siège social au 3, Place Dargent à L-1413 Luxembourg, RCS Luxembourg B 49454 est nommée en tant que nouveau commissaire aux comptes jusqu'à l'Assemblée Générale Statutaire de 2016 en remplacement de la société anonyme FINORTRUST S.A., démissionnaire.

Certifié sincère et conforme

Pour TELOUET

Référence de publication: 2013139356/16.

(130169779) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 octobre 2013.

RZ Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 118.146.

—
Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 octobre 2013.

Luxembourg Corporation Company S.A.

Signatures

Gérant

Référence de publication: 2013139290/13.

(130169342) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 octobre 2013.

SIAM, Société d'investissement Afrique Méditerranée, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens.

R.C.S. Luxembourg B 169.084.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 octobre 2013.

Référence de publication: 2013139300/10.

(130169503) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 octobre 2013.

Raymondo S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 152.459.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 03.10.13.

Pour: RAYMONDO S.A. SPF

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Isabelle Marechal-Gerlaxhe / Aurélie Katola

Référence de publication: 2013139283/15.

(130169434) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 octobre 2013.

Trelux Capital Investissements S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2128 Luxembourg, 22, rue Marie-Adélaïde.
R.C.S. Luxembourg B 22.363.

Les comptes annuels au 31.08.2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

IF EXPERTS COMPTABLES

B.P. 1832 L-1018 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2013139363/12.

(130169790) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 octobre 2013.

Unifrax Luxembourg I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.
R.C.S. Luxembourg B 127.109.

Suite à une erreur survenue lors du dépôt des comptes annuels au 31 décembre 2008, enregistrés auprès du Registre de Commerce de Luxembourg en date du 9 juin 2009 sous la référence: L090083100.04

Les comptes annuels au 31 Décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2013139369/13.

(130169388) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 octobre 2013.

W2005/W2007 Vernal Holding 1 Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1536 Luxembourg, 2, rue du Fossé.
R.C.S. Luxembourg B 127.366.

Constituée par devant Me Francis Kessler, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 2 mai 2007, acte publié au Mémorial C no 1227

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

W2005/W2007 Vernal Holding 1 Luxembourg

Marielle Stijger

Gérant

Référence de publication: 2013139396/14.

(130169850) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 octobre 2013.

UCB S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 115.065.

—
Extrait de la résolution prise par l'Assemblée Générale Ordinaire du 31 mai 2013 reportée au 26 septembre 2013

Nomination statutaire

L'Assemblée renouvelle le mandat de Guy Van den Dorpe, domicilié à 3140 Keerbergen, Belgique, Nachtegalendreef 24, en qualité de membre du Conseil de Surveillance pour un terme de 3 ans. Ce mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Ordinaire de 2016.

Luxembourg, le 27 septembre 2013.

UCB Lux SA

Représenté par Gaetan Dumont

Gérant

Référence de publication: 2013139376/16.

(130169593) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 octobre 2013.

Unifrax Luxembourg I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 127.109.

—
Suite à une erreur survenue lors du dépôt des comptes annuels au 31 décembre 2010, enregistrés auprès du Registre de Commerce de Luxembourg en date du 13 avril 2011 sous la référence: L110057761.04

Les comptes annuels au 31 Décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2013139371/13.

(130169414) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 octobre 2013.

VXI Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1748 Luxembourg, 4, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 174.800.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 septembre 2013.

Pour copie conforme

Pour la société

Maître Carlo WERSANDT

Notaire

Référence de publication: 2013139388/14.

(130169350) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 octobre 2013.

Zenith Property Development S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 177.171.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 3 octobre 2013.

Pour copie conforme

Référence de publication: 2013139403/11.

(130169657) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 octobre 2013.

Even RX Properties S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Capital social: EUR 42.860,00.

Siège social: L-1460 Luxembourg, 48, rue d'Eich.

R.C.S. Luxembourg B 124.378.

Les comptes annuels au 30 septembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2013140514/10.

(130171431) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2013.

GFIS Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6D, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 169.880.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un Mandataire

Référence de publication: 2013140566/10.

(130171328) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2013.

BLH Investment 8 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 37C, avenue John F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 169.398.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait des résolutions prises par l'associé unique de la Société en date du 30 septembre 2013

L'associé unique de la Société:

- approuve le rapport du liquidateur;
- prend note du rapport du commissaire à la liquidation;
- donne décharge au liquidateur, au commissaire à la liquidation et aux gérants de la Société pour l'exercice de leurs mandats;
- prononce la clôture de la liquidation et constate que la Société a définitivement cessé d'exister en date du 30 septembre 2013;
- décide que les livres et documents sociaux seront déposés et conservés pendant une durée de cinq (5) ans à l'adresse suivante: Arendt Services S.A., 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 octobre 2013.

BLH Investment 8 S.à r.l., (en liquidation)

Signature

Référence de publication: 2013140397/23.

(130171460) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2013.

Norbert KELLER A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-9911 Troisvierges, 38-40, rue de Wilwerdange.

R.C.S. Luxembourg B 93.108.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012, ainsi que le rapport du réviseur d'entreprises, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Weiswampach, le 07 octobre 2013.

Référence de publication: 2013140756/11.

(130171106) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2013.

BLH Investment 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 37C, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 169.378.

CLÔTURE DE LIQUIDATION*Extrait des résolutions prises par l'associé unique de la Société en date du 30 septembre 2013*

L'associé unique de la Société:

- approuve le rapport du liquidateur;
- prend note du rapport du commissaire à la liquidation;
- donne décharge au liquidateur, au commissaire à la liquidation et aux gérants de la Société pour l'exercice de leurs mandats;
- prononce la clôture de la liquidation et constate que la Société a définitivement cessé d'exister en date du 30 septembre 2013;
- décide que les livres et documents sociaux seront déposés et conservés pendant une durée de cinq (5) ans à l'adresse suivante: Arendt Services S.A., 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 octobre 2013.

BLH Investment 3 S.à r.l., (en liquidation)

Signature

Référence de publication: 2013140392/23.

(130171446) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2013.

Drake Recoveries S.à r.l., Société à responsabilité limitée de titrisation.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 132.049.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 octobre 2013.

Référence de publication: 2013140471/10.

(130171210) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2013.

Dajochri S.C.I., Société Civile Immobilière.

Siège social: L-8052 Bertrange, 23, rue des Aubépines.

R.C.S. Luxembourg E 5.154.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Référence de publication: 2013140472/10.

(130171219) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2013.

Mokwalo S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1341 Luxembourg, 9, place Clairefontaine.

R.C.S. Luxembourg B 135.684.

Der Sitz der Gesellschaft Mokwalo S.A., eingetragen unter der Nummer RCS Luxembourg B 135.684 wird mit Wirkung vom 01.10.2013 wieder unter der Adresse Place Clairefontaine, 9, L-1341 Luxembourg errichtet.

Für den Verwaltungsrat der Gesellschaft MOKWALO S.A.

Helene Müller Schwiering

Référence de publication: 2013140750/11.

(130171154) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2013.

Mermer International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 116.345.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013140748/10.

(130171444) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2013.

Mediabridge S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2611 Howald, 183, route de Thionville.
R.C.S. Luxembourg B 74.778.

Les comptes annuels au 29 mars 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013140743/10.

(130171906) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2013.

One Protect S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3505 Dudelange, 44, rue Dominique Lang.
R.C.S. Luxembourg B 143.947.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 7 octobre 2013.

Pour copie conforme

Référence de publication: 2013140780/11.

(130171160) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2013.

BLH Investment 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 37C, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 168.016.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait des résolutions prises par l'associé unique de la Société en date du 30 septembre 2013

L'associé unique de la Société:

- approuve le rapport du liquidateur;
- prend note du rapport du commissaire à la liquidation;
- donne décharge au liquidateur, au commissaire à la liquidation et aux gérants de la Société pour l'exercice de leurs mandats;
- prononce la clôture de la liquidation et constate que la Société a définitivement cessé d'exister en date du 30 septembre 2013;
- décide que les livres et documents sociaux seront déposés et conservés pendant une durée de cinq (5) ans à l'adresse suivante: Arendt Services S.A., 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 octobre 2013.

BLH Investment 2 S.à r.l. (en liquidation)

Signature

Référence de publication: 2013140391/23.

(130171440) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2013.

Beckman Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 92.166.803,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 164.518.

Les comptes annuels pour la période du 27 octobre 2011 (date de constitution) au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.

Référence de publication: 2013140359/11.

(130171341) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2013.

DAIWA SBI Lux Funds SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 181.392.

STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-fifth of October.

Before us Maître Jean-Paul MEYERS, civil law notary residing in Rambrouch, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Universal-Investment-Luxembourg SA, a public limited company with registered offices at 18-20, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, registered at the Trade and Companies Register of Luxembourg under number B 75014,

here represented by Mr. Holger Emmel, private employee, residing professionally at 18-20, rue Gabriel Lippmann in L-5365 Munsbach Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, signed *ne varietur* by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to state as follows the articles of incorporation of a public limited liability company ("société anonyme") qualifying as an investment company with variable share capital ("société d'investissement à capital variable") ("SICAV") (the "Company") as following:

Denomination

Art. 1. There exists among the subscribers and all those who may become holders of shares, a company in the form of a public limited liability company ("société anonyme") qualifying as an investment company with variable share capital ("société d'investissement à capital variable") ("SICAV") in the structure of an umbrella fund under the name of "DAIWA SBI Lux Funds SICAV" (the "Company").

The Company may be composed of one sole shareholder or several shareholders (the "Shareholders").

Duration

Art. 2. The Company is established for an unlimited duration.

Object

Art. 3. The exclusive object of the Company is to place the funds available to it in transferable securities of all types and all other permitted assets as referred in Part I of the law dated 17 December 2010 (the "2010 Law") with the purpose of spreading investment risks and affording its Shareholders the results of the management of its assets.

The Company may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by 2010 Law or any legislative reenactment or amendment thereof.

Registered office

Art. 4. The registered office of the Company is established in Luxembourg, in the Grand Duchy of Luxembourg. The board of directors of the Company (the "Board of Directors") may decide to transfer the registered office of the Company to another place in the same municipality in the Grand-Duchy of Luxembourg. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the board of directors of the Company.

In the event that the Board of Directors determines that extraordinary political or military developments have occurred or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on

the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company.

Share capital - Shares - Classes of shares

Art. 5. The capital of the Company will at all times be equal to the total net assets of the Company and will be represented by fully paid-up Shares of no par value. The share capital of the Company equals the total of the net assets of all the Classes of Shares as defined in article 23 hereof. The minimum capital of the Company after a period of six (6) months following the registration of the Company as an Undertaking for Collective Investment in Transferable Securities (a "UCITS") shall be not less than (the equivalent of) one million two hundred fifty thousand euro (1,250,000.- EUR).

For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each Sub-Fund shall in the case of a Sub-Fund not denominated in euro, be notionally converted into euro in accordance with article 25 and the capital shall be the total of the net assets of all the Sub-Funds.

The Board of Directors is authorised without limitation to allot and issue fully paid Shares and, as far as registered Shares (as defined below) are concerned, fractions thereof, at any time in accordance with article 24 hereof, based on the net asset value (the "Net Asset Value") per Share of the respective sub-fund (the "Sub-Fund") determined in accordance with article 23 hereof without reserving the existing Shareholders a preferential right to subscription of the Shares to be issued. The Board of Directors may delegate to any duly authorised director or officer of the Company or to any other duly authorised person the duty of accepting subscriptions and of delivering and receiving payment for such Shares, however always remaining within the restrictions imposed by law.

Such Shares may, as the Board of Directors shall determine, be attributable to different Sub-Funds which may be denominated in different currencies. The proceeds of the issue of the Shares of each Sub-Fund (after the deduction of any initial charge, if applicable, as may be indicated in the prospectus) shall be invested in accordance with the objectives set out in article 3 hereof in transferable securities or other permitted assets corresponding to such geographical areas, industrial sectors or monetary zones, or to such specific types of equity or debt securities, as the Board of Directors shall from time to time determine in respect of each Sub-Fund.

The Board of Directors may decide to create within each Sub-Fund different classes of shares (a "Class of Shares" or a "Class"), which may differ, inter alia, in respect of their fee structure, dividend policy, hedging policies, minimum subscription amount, investment eligibility criteria, modalities of payment or other specific features and which may be expressed in different currencies, as the Board of Directors may decide to issue. In accordance with the above, the Board of Directors may decide to differentiate within the same Class of shares two classes where one class is represented by the capitalisation shares ("Capitalisation Shares") and the second class is represented by distribution shares ("Distribution Shares"). The Board of Directors may decide if and from what date Shares of any such Class of Shares shall be offered for sale, those Shares to be issued on the terms and conditions as shall be decided by the Board of Directors.

The Company may impose restrictions on the issuance of Shares of any Sub-Fund during a certain period, as determined by the Board of Directors.

In case where one or several Sub-Funds of the Company hold Shares that have been issued by other Sub-Funds of the Company, their value will not be taken into account for the calculation of the net assets of the Company for the purpose of the determination of the above mentioned minimum capital.

Registered shares - Bearer shares

Art. 6. The Board of Directors may decide to issue Shares in registered form ("Registered Shares") and/or bearer form ("Bearer Shares"). Bearer Shares will be in such denominations as the Board of Directors shall decide. If a Shareholder holding Bearer Shares requests the exchange of his certificates for certificates in other denominations (or vice versa), costs may be charged to him.

In the case of Registered Shares, in the absence of a specific request for the issuance of share certificates at the time of application, Registered Shares will in principle be issued without share certificates. Shareholders will receive in lieu thereof a confirmation of their shareholding. If a registered Shareholder wishes that more than one share certificate be issued for his Shares, [or if a Shareholder holding Bearer Shares requests the conversion of his Bearer Shares into Registered Shares], the Board of Directors may in its discretion levy a charge on such Shareholder to cover the administrative costs incurred in effecting such exchange. Shares shall be issued only upon acceptance of the subscription and subject to payment of the price per Share as set forth in article 24 hereof. The subscriber will, without undue delay, obtain delivery of definitive share certificates or, subject as aforesaid a confirmation of his shareholding.

Payments of dividends in respect of Registered Shares, if any, will be made to Shareholders, by cheque mailed at their risk to their address as shown on the register of Shareholders (the "Register of Shareholders") or to such other address as indicated to the Board of Directors in writing or by bank transfer [and, in respect of Bearer Shares, payment in cash will be remitted against tender of the appropriate coupons].

All Registered Shares shall be inscribed in the Register of Shareholders, which shall be kept by the Company or by one or more persons designated therefore by the Company and such Register of Shareholders shall contain the name of each holder of Registered Shares, his residence or elected domicile (and in the case of joint holders the first named joint holder's address only) so far as notified to the Company and the number of Shares in each Sub-Fund held by him. Every

transfer of a Registered Share shall be entered in the Register of Shareholders upon payment of such fee as shall have been approved by the Board of Directors for registering any other document relating to or affecting the title to any Share.

The transfer of Bearer Shares shall be effective by delivery of the Bearer Share to the Shareholders concerned.

The transfer of Bearer Shares represented by Global Share Certificates shall be effective by book entry credit to the securities accounts of the Shareholders' financial intermediaries opened with the clearing institutions, in accordance with applicable laws and any rules and procedures issued by the clearing agent concerned with such transfer.

The transfer of Registered Shares shall be effected by inscription of the transfer by the Company in the Register of Shareholders upon delivery of the certificate or certificates, if any, representing such Shares, to the Company, along with other instruments and preconditions of transfer satisfactory to the Company.

Every Shareholder of which shareholding is recorded in the Register of Shareholders must provide the Company with an address to which all notices and announcements from the Company may be sent. Such address will be entered in the Register of Shareholders. In the event of joint holders of Shares (the joint holding of Shares being limited to a maximum of four persons) only one address will be inserted and any notices will be sent to that address only. In the event that such Shareholder does not provide such address, the Company may permit a notice to this effect to be entered in the Register of Shareholders and the Shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or such other address as may be so entered by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such Shareholder. The Shareholder may, at any time, change his address as entered in the Register of Shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time. Subject to the prior approval of the Company expressed on a case by case basis or in general terms as specified in the Company's Prospectus, Shares may also be issued upon acceptance of the subscription against contribution in kind of transferable securities and other assets compatible with the investment policy and the investment objective of the Company. The value of any such subscription in kind will be confirmed in a report prepared by the Company's auditor, to the extent required under Luxembourg law.

If the payment made by any subscriber (who is subscribing for Registered Shares) results in the issue of a fraction of a Share, such fraction shall be entered into the Register of Shareholders. Fractions of Shares shall not carry a vote but shall, to the extent the Company shall determine, be entitled to a corresponding fraction of the dividend. Bearer Shares may not be purchased or redeemed in fractional amounts.

Lost and Damaged share certificates

Art. 7. If any Shareholder can prove to the satisfaction of the Company that his share certificate has been mislaid, mutilated or destroyed, then, at his request, a duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees, as the Company may determine. At the issuance of the new share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original share certificate in place of which the new one has been issued shall become void.

The Company may, at its election, charge the customer charges incurred in issuing a duplicate or a new share certificate in substitution for a mislaid, mutilated, or destroyed share certificate.

Restrictions on shareholding

Art. 8. The Board of Directors shall have power to impose such restrictions (other than any restrictions on transfer of Shares) as it, in its discretion, may think necessary for the purpose of ensuring that no Shares in the Company are acquired or held by or on behalf of any person, firm or corporate entity, determined in the sole discretion of the Board of Directors as being not entitled to subscribe for or hold Shares in the Company or, as the case may be, in a specific Sub-Fund or Class of Shares, (i) if in the opinion of the Board of Directors such holding may be detrimental to the Company, (ii) if it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or foreign, (iii) if as a result thereof the Company may become exposed to disadvantages of a tax, legal or financial nature that it would not have otherwise incurred or (iv) if such person would not comply with the eligibility criteria of a given Class of Shares (each individually, a "Prohibited Person").

More specifically, the Company may restrict or prevent the ownership of Shares in the Company by any person, firm or corporate body, and without limitation, by (i) any "U.S. Person", as defined hereafter or by (ii) any person willing to subscribe for or to buy on the secondary market or holding Shares of Classes reserved to Institutional Investors (as defined below) who does not qualify as an Institutional Investor or by (iii) a Prohibited Person (altogether defined as "Restricted Person"). For such purposes, the Company may:

(a) decline to issue any Share, or to register any transfer of Shares, where it appears to it that such issue or registry would or might result in beneficial ownership of such Shares by a Restricted Person,

(b) at any time require any person whose name is entered in, or any person seeking to register the transfer of Shares, on the Register of Shareholders to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not the beneficial ownership of such Shares rests or will rest in a Restricted Person; and

(c) where it appears to the Company that any Restricted Person, either alone or in conjunction with any other person, is a beneficial owner of Shares, compulsorily redeem from such Shareholder all Shares held by him in the following manner:

(1) the Company shall serve a notice (hereinafter referred to as the "Redemption Notice") upon the Shareholder appearing in the Register of Shareholders as the owner of the Shares to be redeemed, specifying the Shares to be redeemed as aforesaid, the price to be paid for such Shares, and the place at which the Redemption Price (as defined below) in respect of such Shares is payable. Any such Redemption Notice may be served upon such Shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such Shareholder at his last address known to or appearing in the Register of Shareholders. Immediately after the close of business on the date specified in the Redemption Notice, such Shareholder shall cease to be a Shareholder and the Shares previously held by him shall be cancelled. The said Shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Bearer Shares specified in the Redemption Notice;

(2) the price at which the Shares specified in any Redemption Notice shall be redeemed shall be determined in accordance with article 21 hereof (hereinafter referred to as the "Redemption Price");

(3) payment of the Redemption Price will be made to the Shareholder appearing as the owner thereof in the Reference Currency (as defined in the Company's prospectus (the "Prospectus")) of the relevant Sub-Fund and will be deposited by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the Redemption Notice) for payment to such owner, upon surrender of certificate or certificates (if any) relating to the Shares specified in such notice. Upon deposit of the monies corresponding to the Redemption Price as aforesaid no person specified in such Redemption Notice shall have any further interest or claim in such Shares or any of them, or any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right of the Shareholder appearing as the owner thereof to receive the price so deposited (without any interest being due) from such bank as aforesaid;

(4) the exercise by the Company of the powers conferred by this article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of Shares by any person or that the true ownership of any Shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any Redemption Notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Company in good faith; and

(d) decline to accept the vote of any person who is precluded from holding Shares in the Company at any meeting of Shareholders of the Company.

Whenever used in these articles of incorporation (the "Articles of Incorporation"), the term "U.S. Person" shall mean U.S. persons (as defined under United States federal securities, commodities and tax laws) or persons who are resident in the United States at the time the Shares are offered or sold and the term "Institutional Investor" shall include any investor meeting the requirements to qualify as an institutional investor for the purposes of article 174 of the 2010 Law, as amended.

The Company may further determine to restrict or close the issue of Shares (including any conversion) when it is in the interest of the Company and/or its Shareholders to do so, including when the Company reaches a size that could impact the ability to find suitable investments for the Company.

Powers of the general meeting of shareholders

Art. 9. Any regularly constituted meeting of the Shareholders of the Company shall represent the entire body of Shareholders of the Company (or Sub-Fund or the Class of Shares as the case may be). Its resolutions shall be binding upon all Shareholders regardless of the number of Shares held by them. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

In the event that the Company is composed of one sole Shareholder, the sole Shareholder will be vested with all powers of the general meeting of Shareholders.

General meetings

Art. 10. The annual general meeting of Shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the last Thursday in August of each year and for the first time, in 2014. If such day is not a Luxembourg Banking Day (a day (other than a Saturday or Sunday) on which commercial banks settle payments in Luxembourg), the annual general meeting shall be held on the immediately following Luxembourg Banking Day. The annual general meeting may be held abroad if, in the discretion of the Board of Directors, exceptional circumstances so require.

Other meetings of Shareholders may be held at such place and time as may be specified by the Board of Directors in the respective convening notices of such meeting. A general meeting must be convened if Shareholders representing at least one tenth (1/10) of the Company's capital so require.

Special meetings of the holders of Shares of any one Sub-Fund or Class of Shares or of several Sub-Funds or Classes of Shares may be convened by the Board of Directors to decide on any matters relating to such Sub-Fund or Classes of Shares and/or to a variation of their rights.

Quorum and Votes

Art. 11. Unless otherwise provided herein, the quorum and periods required by law shall govern the convening notice for and conduct of the general meetings of Shareholders.

If so provided for, Shareholders participating in a Shareholders' meeting by video conference or any other telecommunication methods allowing for their identification shall be deemed present for the purpose of quorum and majority

computation. Such telecommunication methods shall satisfy such technical requirements that will enable the effective participation in the meeting and the deliberations of the meeting shall be retransmitted on a continuous basis.

Each whole Share is entitled to one vote, subject to the limitations imposed by these Articles of Incorporation and by any applicable Luxembourg laws and regulations. A Shareholder may act at any meeting of Shareholders by appointing another person as his proxy in writing. A corporation may execute a proxy under the hand of a duly authorised officer.

The Board of Directors may, in its absolute discretion, provide in the convening notice for any general meeting that Shareholders shall be authorised to cast their vote by ballot papers («formulaires») expressed in the English language.

Any ballot paper ("formulaire") shall be delivered by hand with acknowledgment of receipt, by registered post, by special courier service using an internationally recognised courier company at the registered office of the Company or by fax at the fax number of the registered office of the Company.

Any ballot paper ("formulaire") which does not bear any of the following mentions or indications is to be considered void and shall be disregarded for quorum purposes:

- name and registered office and / or residence of the relevant Shareholder;
- total number of Shares held by the relevant Shareholder and, if applicable, number of Shares of each Class held by the relevant Shareholder;
- agenda of the general meeting;
- indication by the relevant Shareholder, with respect to each of the proposed resolutions, of the number of Shares for which the relevant Shareholder is abstaining, voting in favour of or against such proposed resolution; and
- name, title and signature of the duly authorised representative of the relevant Shareholder.

Any ballot paper ("formulaire") shall be received by the Company no later than 5 p.m., Luxembourg time on the Luxembourg Banking Day immediately preceding the day of the general meeting of Shareholders. Any ballot paper ("formulaire") received by the Company after such deadline shall be disregarded for quorum purposes.

A ballot paper ("formulaire") shall be deemed to have been received:

- (a) if delivered by hand with acknowledgment of receipt, by registered post or by special courier service using an internationally recognised courier company; at the time of delivery; or
- (b) if delivered by fax, at the time recorded together with the fax number of the receiving fax machine on the transmission receipt.

The Board of Directors may determine such other conditions that must be fulfilled by Shareholders for them to take part in any meeting of Shareholders.

Except as otherwise required by law or as otherwise required herein, resolutions at a meeting of Shareholders duly convened will be passed by a simple majority of the votes cast.

Resolutions of the sole Shareholder shall be documented in writing.

The Board of Directors may determine any other conditions that must be fulfilled by the Shareholders for them to take part in any meeting of Shareholders

For any decisions affecting the rights of the Shareholders of a specific Class, a separate class meeting may be convened for which no quorum is required and resolutions will be passed by a simple majority of the votes cast, unless otherwise required by law of these Articles of Incorporation.

Convening notice

Art. 12. Shareholders shall be convened by the Board of Directors or, if exceptional circumstances so require, by any two directors acting jointly, pursuant to a convening notice sent by registered mail at least eight (8) calendar days prior to the meeting to each registered Shareholder at the Shareholder's address indicated in the Register of Shareholders.

If Bearer Shares are issued, the convening notice shall, in addition, be published in accordance with Luxembourg law and in such other media as the Board of Directors may decide in its discretion.

The convening notice shall contain the agenda and such information and appendices as required by Luxembourg law. The convening notice for a general meeting may provide that the quorum and the majority will be determined in accordance with the Shares issued and in circulation the fifth day preceding the general meeting at midnight (Luxembourg time).

One or several Shareholders representing at least one tenth (1/10) of the Company's capital may require that additional items be added to the agenda of the general meeting by five (5) days prior notice.

If all Shareholders are present or represented at a general meeting of Shareholders and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, they may decide that the meeting be held without prior notice or publicity having been given or made.

Directors

Art. 13. The Company shall be managed by the Board of Directors which shall be composed of not less than three (3) members. Members of the Board of Directors need not be Shareholders of the Company.

The directors shall be elected by the Shareholders at their annual general meeting for a period ending at the next annual general meeting and until their successors are elected and qualify, provided, however, that a director may be removed with or without cause and/or replaced at any time by resolution adopted by the Shareholders.

In the event of a vacancy in the office of a director because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may meet and may elect by way of cooptation, by majority vote, a director to fill such vacancy until the next meeting of Shareholders.

Proceedings of directors

Art. 14. The Board of Directors shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary, who need not be a director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Directors and of the Shareholders. The Board of Directors shall meet upon call by any two directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meetings of Shareholders and at the Board of Directors, but failing a chairman or in his absence the Shareholders or the Board of Directors may appoint any person as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the Board of Directors shall be given to all directors at least twenty four hours in advance of the time set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by cable, telegram, telex, electronic mail or telefax of each director. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Directors.

Any director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing or by cable, telegram, telex, electronic mail or telefax another director as his proxy. Directors may also cast their vote in writing or by cable, telegram, telex, electronic mail or telefax message.

The directors may only act at duly convened meetings of the Board of Directors. Directors may not bind the Company by their individual acts, except as specifically permitted by resolution of the Board of Directors.

The Board of Directors shall deliberate or act validly only if at least a majority of the directors is present (which may be by way of a telephone conference call or video conference call) or represented at a meeting of the Board of Directors. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the directors present or represented at such meeting. In the event of tie the chairman shall have a casting vote.

Resolutions of the Board of Directors may also be passed in the form of a circular resolution in identical terms which may be signed on one or more counterparts by all directors.

The Board of Directors from time to time may appoint the officers of the Company, including a general manager, a secretary, and any assistant general managers, assistant secretaries or other officers considered necessary for the operation and management of the Company. Any such appointment may be revoked at any time by the Board of Directors. Officers need not be directors or Shareholders of the Company. The officers appointed, unless otherwise stipulated in these Articles of Incorporation, shall have the powers and duties given to them by the Board of Directors.

The Board of Directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to physical persons or corporate entities which need not be members of the Board of Directors, acting under the supervision and responsibility of the Board of Directors. The Board of Directors may also delegate certain of its powers, authorities and discretions to any committee, consisting of such person or persons (whether a member or members of the Board of Directors or not) as it thinks fit.

Minutes of board of directors meetings

Art. 15. The minutes of any meeting of the Board of Directors shall be signed by the chairman or, as the case may be, by the chairman pro tempore who presided at such meeting.

Copies or extracts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by such chairperson, or by the secretary, or by two directors.

Determination of investment policies

Art. 16. The Board of Directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interest. All powers not expressly reserved by law or by these Articles of Incorporation to the general meeting of Shareholders may be exercised by the Board of Directors.

The Board of Directors has, in particular, power to determine the investment policy for each Sub-Fund. The course of conduct of the management and business affairs of the Company shall not effect such investments or activities as shall fall under such investment restrictions as may be imposed by the 2010 Law or be laid down in the laws and regulations of those countries where the Shares are offered for sale to the public or as shall be adopted from time to time by resolutions of the Board of Directors and as shall be described in any prospectus relating to the offer of Shares.

The Company may only invest in:

(i) transferable securities and money market instruments admitted to official listing on a stock exchange in an Eligible State. (For this purpose an "Eligible State" shall mean any member State of the Organisation for the Economic Cooperation

and Development ("OECD") and any other country of Europe, North, Central & South America, Asia, Africa and the Pacific Basin); and/or

(ii) transferable securities and money market instruments dealt in on another regulated market in an Eligible State which operates regularly and is recognised and open to the public (a "Regulated Market"); and/or

(iii) recently issued transferable securities and money market instruments, provided that the terms of issue include an undertaking that application will be made for admission to official listing on a stock exchange or Regulated Market in an Eligible State provided that the choice of the stock exchange or the market has been provided for in the constitutional documents of the Company and such admission is secured within a year of issue; and/or

(iv) units of undertakings for collective investment in transferable securities («UCITS») authorised according to Directive 2009/65/EC as may be amended from time to time and/or other undertakings for collective investment («UCIs») within the meaning of Article 1, paragraph (2) first and second indents of Directive 2009/65/EC as may be amended from time to time, should they be situated in a Member State of the European Union or not, provided that:

such other UCIs are authorised under laws which provide that they are subject to supervision considered by the Commission de Surveillance du Secteur Financier ("CSSF") to be equivalent to that laid down in Community law, and that cooperation between authorities is sufficiently ensured;

the level of protection for unit-holders in the other UCIs is equivalent to that provided for unit-holders in a UCITS, and in particular that the rules on asset segregation, borrowing, lending, uncovered sales of transferable securities and money market instruments are equivalent to the requirements of Directive 2009/65/EC as may be amended from time to time;

the business of the other UCIs is reported in half-yearly and annual reports to enable an assessment to be made of the assets and liabilities, income and operations over the reporting period.

No more than ten (10) per cent of the UCITS' or the other UCIs' assets, whose acquisition is contemplated, can, according to their constitutional documents, be invested in aggregate in units of other UCITS or other UCIs; and/or

(v) deposits with credit institutions which are repayable on demand or have the right to be withdrawn, and maturing in no more than twelve (12) months, provided that the credit institution has its registered seat in a Member State of the European Union (a "Member State") or, if the registered seat of the credit institution is situated in a non-Member State, provided that it is subject to prudential rules considered by the CSSF as equivalent to those laid down in Community law; and/or

(vi) money market instruments other than those dealt in on a Regulated Market, which are liquid and whose value can be determined with precision at any time, if the issue or issuer of such instruments is itself regulated for the purpose of protecting investors and savings, and provided that they are:

issued or guaranteed by a central, regional or local authority or central bank of a Member State, the European Central Bank, the European Union or the European Investment Bank, a non-Member State or, in the case of a Federal State, by one of the members making up the federation, or by a public international body to which one or more Member States belong, or

issued by a company any securities of which are dealt in on Regulated Markets referred to in items (i), (ii) or (iii) above, or

issued or guaranteed by an establishment subject to prudential supervision, in accordance with criteria defined by Community law, or by an establishment which is subject to and complies with prudential rules considered by the CSSF to be at least as stringent as those laid down by Community law, or

issued by other bodies belonging to the categories approved by the CSSF provided that investments in such instruments are subject to investor protection equivalent to that laid down in the first, the second and the third indents and provided that the issuer is a company whose capital and reserves amount to at least ten million euros (EUR 10,000,000.-) and which presents and publishes its annual accounts in accordance with the fourth directive 78/660/EEC, is an entity which, within a group of companies which includes one or several listed companies, is dedicated to the financing of the group or is an entity which is dedicated to the financing of securitisation vehicles which benefit from a banking liquidity line; and/or

(vii) financial derivative instruments, including equivalent cash-settled instruments in accordance with articles 41 (1) g) and 42 (2) of the 2010 Law, or

PROVIDED THAT the Company may also invest in transferable securities and money market instruments other than those referred to above; provided further that the total of such investment shall not exceed ten (10) percent of the net assets attributable to any Sub-Fund.

The Company may invest in Shares issued by one or several other Sub-Funds of the Company, under the conditions provided for in the 2010 Law.

A Sub-Fund ("Feeder") may further invest 85% of its assets in units of another UCITS ("Master") authorised according to Directive 2009/65/EC (or a sub-fund of such UCITS).

The Company may invest up to a maximum of thirty-five (35) per cent of the net assets of any or of all the Sub-Funds in transferable securities or money market instruments issued or guaranteed by a Member State, its local authorities, by another Eligible State or by public international bodies of which one or more Member States are members.

The Company may further invest up to hundred (100) per cent of the net assets of any Sub-Fund, in accordance with the principle of risk spreading, in transferable securities and money market instruments issued or guaranteed by a Member State, by its local authorities or by a member State of the OECD or by public international bodies of which one or more Member States are members, provided the relevant Sub-Fund holds securities from at least six different issues and securities from one issue do not account for more than thirty (30) per cent of the total net assets of such Sub-Fund.

Unless otherwise provided in the prospectus for a given Sub-Fund, no more than ten (10) per cent of a single Sub-Fund's assets may be invested in shares or units of other UCITS and/or other UCIs.

In case of investment in the units of other UCITS and/or other UCIs that are managed, directly or by delegation, by the Management Company (the "Management Company") or the Investment Manager of the Company (the "Investment Manager") or by any other Company which is linked to the Investment Manager by common management or control or by a substantial direct or indirect holding (a "Linked Company"), neither the Investment Manager nor the Linked Company may charge subscription or redemption fees on account of the Company's investment in the units of such UCITS and/or UCI.

Directors' interest

Art. 17. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company has a personal interest in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm. Any director or officer of the Company who serves as a director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm but subject as hereinafter provided, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any director or officer of the Company may have any personal interest in any transaction of the Company, such director or officer shall make known to the Board of Directors such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction, and such director's or officer's interest therein, shall be reported to the next succeeding meeting of Shareholders.

The foregoing provisions do not apply if and when the relevant transaction is entered into under fair market conditions and falls within the ordinary course of business of the Company.

Indemnity

Art. 18. The Company may indemnify any director or officer, and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a director or officer of the Company or, at its request, of any other company of which the Company is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified. Such person shall be so indemnified in all circumstances, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or wilful misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Administration

Art. 19. The Company will be bound by the signature(s) of any directors or by the signature(s) of any director(s) or officer(s) to whom authority has been delegated by the Board of Directors.

Auditor

Art. 20. The general meeting of Shareholders shall appoint a "réviseur d'entreprises agréé" who shall carry out the duties prescribed by article 154 of the 2010 Law.

Redemption, Conversion of shares, Mergers and Liquidation of sub-funds

Art. 21. As is more specifically prescribed herein below the Company has the power to redeem its own Shares at any time within the sole limitations set forth by law, these Articles of Incorporation and in the Prospectus.

Redemptions will generally take place in respectively cash or in kind depending on the Sub-Fund concerned as more specifically prescribed in the current Prospectus.

Any Shareholder may request the redemption of all or part of his Shares by the Company provided that:

(i) the Company may refuse to redeem Shares if such redemption request does not comply with the minimum number of Shares to offer for redemption or the minimum redemption amount or such other conditions as the Board of Directors may determine from time to time and as disclosed in the Prospectus; and

(ii) the Company may, if the compliance with such request would result in a holding of Shares in the Company or the relevant Sub-Fund of an aggregate amount or number of Shares which is less than the minimal holding as the Board of Directors may determine from time to time as disclosed in the Prospectus, redeem all the remaining Shares held by such Shareholder; and

(iii) the Company shall not be bound to redeem on any Valuation Date (as defined in the Prospectus) more than 10% of the total number of Shares of the relevant Sub-Fund or Class of Shares then in issue and outstanding; The Company may declare that such redemptions are deferred. On such Valuation Date such requests shall be complied with in priority to later requests (under same conditions as specified below).

If any single application for cash redemption is received in respect of any one Valuation Date which represents more than 10% of the Net Asset Value of any one Sub-Fund, the Board of Directors may ask such Shareholder to accept payment in whole or in part by an in kind distribution of the portfolio securities in lieu of cash as described in the current Prospectus.

For the purpose of the above provisions, conversions are considered as redemptions.

Whenever the Company shall redeem Shares, the price at which such Shares shall be redeemed by the Company shall be the Net Asset Value per Share of the relevant Sub-Fund or Class (as determined in accordance with the provisions of article 23 hereof) determined in accordance with the Prospectus provided a written and irrevocable redemption request has been duly received on the relevant Valuation Date before the relevant redemption deadline, less any applicable redemption charge or fees, as may be decided by the Board of Directors from time to time and described in the then current Prospectus.

Redemption proceeds will be paid within such period as defined in the prospectus.

Any proceeds the Company is unable to redeem to the relevant Shareholders will be deposited with the Caisse de Consignation on behalf of the persons entitled thereto.

Upon approval by the Company, the Company shall, if the Shareholder requesting redemption so accepts, have the right to satisfy payment of the Redemption Price by allocating to such Shareholder assets from the Sub-Fund equal in value to the value of the Shares to be redeemed. The nature and type of such assets shall be determined on a fair and reasonable basis with due regard to all applicable laws and regulations and will take into account the interests of the remaining Shareholders and the valuation used shall be confirmed by a report of the Company's auditor, to the extent required by Luxembourg law.

Unless otherwise stated in the current Prospectus, any Shareholder may request conversion of the whole or part of his Shares of a given Class into Shares of the same Class of another Sub-Fund, based on a conversion formula as determined from time to time by the Board of Directors and disclosed in the current Prospectus of the Company provided that the Board of Directors may impose such restrictions as to, inter alia, frequency of conversion, and may make conversion subject to payment of such reasonable charge, as it shall determine and disclose in the current Prospectus. Conversions from Shares of one Class of Shares of a Sub-Fund to Shares of another Class of Shares of either the same or a different Sub-Fund are not permitted, except otherwise decided by the Board of Directors and disclosed in the Prospectus.

In the event that, for any reason, the value of the total net assets of any Sub-Fund or Class, declines to, or fails to reach, an amount determined by the Board of Directors to be the minimum appropriate level for the relevant Sub-Fund or Class, or in the event that the Board of Directors deems it appropriate because of changes in the economical or political situation affecting the relevant Sub-Fund or Class, or because it is in the best interests of the relevant Shareholders, the Company may redeem all (but not some) of the Shares of the Sub-Fund or Class. In the case of a termination of the Sub-Fund or Class, the Company will redeem the Shares at a price reflecting the anticipated realisation and liquidation costs of closing the relevant Sub-Fund or Class but without application of any redemption charge.

Termination of a Sub-Fund or Class by compulsory redemption of all relevant Shares for reasons other than those mentioned in the preceding paragraph, may be effected only upon its prior approval of the Shareholders holding Shares relating to a Sub-Fund or Class to be terminated, at a duly convened meeting relating to such Sub-Fund or Class which may be validly held without a quorum and decided by a simple majority of the Shares present or represented.

Liquidation and redemption proceeds not claimed by the Shareholders at the close of the liquidation of a Sub-Fund or Class will be deposited with the Caisse de Consignation in Luxembourg. If not claimed, they shall be forfeited after thirty (30) years.

In addition, the Board of Directors may decide, in compliance with the procedures laid down in Chapter 8 of the law of 17 December 2010, to merge any sub-fund with another UCITS or a sub-fund within such UCITS (whether established in Luxembourg or another Member State or whether such UCITS is incorporated as a company or is a contractual type fund) under the provisions of Directive 2009/65/EC.

Such merger will be binding on the Shareholders of the relevant Sub-Fund upon thirty days' prior written notice thereof given to them, during which Shareholders may redeem their Shares, it being understood that the merger will take place five Business Days after the expiry of such notice period.

The request for redemption of a Shareholder during the above mentioned period will be treated without any cost, other than the cost of disinvestment.

A merger that has as a result that the Company ceases to exist needs to be decided at a general meeting of shareholders and certified by a notary. There shall be no quorum requirements for such general meeting of shareholders which shall decide by resolution taken by simple majority of those present or represented and voting at such meeting.

Valuations and Suspension of valuations

Art. 22. The Net Asset Value of Shares issued by the Company shall be determined with respect to the Shares relating to each Sub-Fund by the Company from time to time, but in no instance less than twice monthly, as the Board of Directors may decide (every such day or time for determination thereof being a Valuation Date).

During the existence of any state of affairs which, in the opinion of the Board of Directors, makes the determination of the Net Asset Value of a Sub-Fund in the Reference Currency either not reasonably practical or prejudicial to the Shareholders of the Company, the Net Asset Value and the Subscription Price and Redemption Price may temporarily be determined in such other currency as the Board of Directors may determine.

The Company may suspend the determination of the Net Asset Value and the issue and redemption of Shares in any Sub-Fund as well as the right to convert Shares of any Sub-Fund into Shares relating to another Sub-Fund:

(i) during any period in which any of the principal stock exchanges or other markets on which a substantial portion of the assets of a Sub-Fund from time to time are quoted or traded is closed otherwise than for ordinary holidays, or during which transactions therein are restricted, limited or suspended, provided that such restriction, limitation or suspension affects the valuation of such assets;

(ii) where the existence of any state of affairs which, in the opinion of the Board of Directors, constitutes an emergency or renders impracticable a disposal or valuation of the assets attributable to a Sub-Fund;

(iii) during any breakdown of the means of communication or computation normally employed in determining the price or value of any of the assets attributable to a Sub-Fund;

(iv) during any period in which the Company is unable to repatriate monies for the purpose of making payments on the redemption of Shares or during which any transfer of monies involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of Shares cannot, in the opinion of the Board of Directors, be effected at normal rates of exchange;

(v) when for any other reason the prices of any constituents of the assets of a Sub-Fund cannot promptly or accurately be ascertained;

(vi) in case of the Company's liquidation or in the case a notice of termination has been issued in connection with the liquidation of a Sub-Fund or a Class of Shares;

(vii) where, in the opinion of the Board of Directors, circumstances which are beyond the control of the Board of Directors make it impracticable or unfair vis-à-vis the Shareholders to continue trading the Shares;

(viii) in case of a merger of a Sub-Fund with another Sub-Fund of the Company or of another UCITS (or a sub-fund thereof), provided such suspension is in the interest of the Shareholders;

(ix) in case of a feeder Sub-Fund, if the net asset calculation of the Master UCITS is suspended.

The suspension in respect of a Sub-Fund will have no effect on the calculation of the Net Asset Value and the issue, redemption and conversion of the Shares of any other Sub-Fund.

Notice of the beginning and of the end of any period of suspension will be given to the Luxembourg supervisory authority and to the Luxembourg Stock Exchange and any other relevant stock exchange where the Shares are listed and to any foreign regulator where any Sub-Fund is registered in accordance with the relevant rules. Such notice will be notified to the relevant shareholders concerned.

Determination of net asset value

Art. 23. The Net Asset Value, the Redemption Price of Shares and the Issue Price of Shares shall be determined by the Company on the Valuation Date at least twice a month. The Valuation Date for each Sub-Fund is indicated in the relevant appendix of the Prospectus (the "Appendix").

The Net Asset Value of each Sub-Fund and the Net Asset Value of the relevant Class shall be expressed in the currency of each Sub-Fund as described in the relevant Appendix. Whilst the reporting currency of the Company is Euro, the Net Asset Value is made available in the currency of each Sub-Fund as described in the relevant Appendix. The Net Asset Value shall be determined on each Valuation Date separately for each Share of each Sub-Fund and for each Class dividing the total Net Asset Value of the relevant Sub-Fund and of the relevant Class by the number of outstanding Shares of such Sub-Fund and of the relevant Class.

The Net Asset Value shall be determined by subtracting the total liabilities of the Sub-Fund or Class from the total assets of such Sub-Fund or Class in accordance with the principles laid down in the Company's Articles of Incorporation and in such further valuation regulations as may be adopted from time to time by the Board of Directors.

Valuation of Investments

Investments shall be valued as follows:

The value of any cash in hand or on deposit, discount notes, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be arrived at after making such provision as the Company may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof.

The value of all securities which are listed on an official stock exchange is determined on the basis of the last available prices on the Business Day immediately preceding the Valuation Date. If there is more than one stock exchange on which the securities are listed, the Board of Directors may in its discretion select the stock exchange which shall be the principal stock exchange for such purposes.

Securities traded on a regulated market are valued in the same manner as listed securities.

Securities which are not listed on an official stock exchange or traded on a regulated market shall be valued by the Company in accordance with valuation principles decided by the Board of Directors, at a price no lower than the bid price and no higher than the ask price on the relevant Valuation Date.

Derivatives and repurchase agreements which are not listed on an official stock exchange or traded on a regulated market shall be valued by the Company in accordance with valuation principles decided by the Directors on the basis of their marked-to-market price.

Term deposits shall be valued at their present value.

Traded options and futures contracts to which the Company is a party which are traded on a stock, financial futures or other exchange shall be valued by reference to the profit or loss which would arise on closing out the relevant contract at or immediately before the close of the relevant market.

All securities or other assets for which the valuation in accordance with the above sub-paragraphs would not be possible or practicable, or would not be representative of their fair realisation value, will be valued at their fair realisation value, as determined in good faith and prudently pursuant to the procedures established by the Board of Directors.

Amounts determined in accordance with such valuation principles shall be translated into the currency of the Sub-Fund's accounts at the respective average exchange rates, using the relevant rates quoted by a bank or another first class financial institution.

If pursuant to special circumstances, valuation according to the above-described principles is impracticable or unfair, the Company is authorised to use other generally accepted valuation principles as may be verified by its independent auditors, in order to obtain a fair determination of the value of the assets of each Sub-Fund or Class.

Valuation of Liabilities

The liabilities of the Company shall be deemed to include:

all borrowings, bills and other amounts due;

all administrative expenses due or accrued including (but not limited to) the costs of its constitution and registration with regulatory authorities, as well as legal and audit fees and expenses, the costs of legal publications, the cost of listing, prospectus, financial reports and other documents made available to Shareholders, translation expenses and generally any other expenses arising from the administration of the Company;

all known liabilities, due or not yet due including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of all dividends declared by the Company which remain unpaid until the day these dividends revert to the Company by prescription;

any appropriate amount set aside for taxes due on the date of the valuation of the Net Asset Value and any other provisions of reserves authorised and approved by the Board; and

any other liabilities of the Company of whatever kind towards third parties.

For the purposes of valuation of its liabilities, the Company may duly take into account all ongoing or periodic administrative and other expenses by valuing them for the entire year or any other period and by dividing the amount concerned proportionately for the relevant fractions of such period.

For the purposes of effective management and in order to reduce the operational and administrative costs, the Board of Directors or, as the case may be, the Investment Manager, may decide, as described in the Prospectus, that all or part of the assets of one or more Sub-Funds of the Company be co-managed with the assets belonging to other Sub-Funds of the Company (for the purpose hereof, the "Participating Sub-Fund"). In the following paragraphs, the term "Co-Managed Assets" will refer to all the assets belonging to the Participating Sub-Funds which are subject to this co-management scheme.

Within this framework, the Board of Directors or, as the case may be, the Investment Manager, may, for the account of the Participating Sub-Funds, take decisions on investment, divestment or on other readjustments which will have an effect on the composition of the Participating Sub-Funds' portfolio. Each Participating Sub-Fund will hold such proportion of the Co-Managed Assets which corresponds to a proportion of its Net Asset Value over the total value of the Co-Managed Assets. This ratio will be applied to each of the levels of the portfolio held or acquired in co-management. In the event of investment or divestment decisions, these ratios will not be affected and additional investments will be allocated, in accordance with the same ratios, to the Participating Sub-Funds and any assets realised will be withdrawn proportionally to the Co-Managed Assets held by each Participating Sub-Fund.

In the event of new subscriptions occurring in respect of one of the Participating Sub-Funds, the proceeds of the subscription will be allocated to the Participating Sub-Funds according to the modified ratio resulting from the increase of the net assets of the Participating Sub-Fund which benefited from the subscriptions, and all levels of the portfolio held in co-management will be modified by way of transfer of the relevant assets in order to be adjusted to the modified ratios. In like manner, in the event of redemptions occurring in respect of one of the Participating Sub-Funds, it will be necessary

to withdraw such liquid assets held by the Participating Sub-Funds as will be determined on the basis of the modified ratios, which means that the levels of the portfolios will have to be adjusted accordingly. Shareholders must be aware that even without an intervention of the competent bodies of the Company or, as the case may be, of the Investment Manager, the co-management technique may affect the composition of the Sub-Fund's assets as a result of particular events occurring in respect of other Participating Sub-Funds such as subscriptions and/or redemptions. Thus, on the one hand, subscriptions effected with respect to one of the Participating Sub-Funds will lead to an increase of the liquid assets of such Participating Sub-Fund, while on the other hand, redemptions will lead to a decrease of the liquid assets of the relevant Participating Sub-Fund. The subscription and redemption proceeds may however be kept on a specific account held in respect of each Participating Sub-Fund which will not be subject to the co-management technique and through which the subscriptions and redemptions proceeds may transit. The crediting/and debiting to and from this specific account of an important volume of subscriptions and redemptions and the Company's or, as the case may be, the Investment Manager's competent bodies' discretionary power to decide at any moment to discontinue the co-management technique can be regarded as a form of trade-off for the readjustments in the Sub-Funds' portfolios should the latter be construed as being contrary to the interests of the Shareholders of the relevant Participating Sub-Funds.

Where a change with respect to the composition of a specific Participating Sub-Fund's portfolio occurs because of the redemption of Shares of such Participating Sub-Fund or the payments of any fees or expenses which have been incurred by another Participating Sub-Fund and would lead to the violation of the investment restrictions of such Participating Sub-Fund, the relevant assets will be excluded from the co-management scheme before enacting the relevant modification.

Co-Managed Assets will only be co-managed with assets belonging to Participating Sub-Funds of which the investment policy is compatible. Given that the Participating Sub-Funds can have investment policies which are not exactly identical, it cannot be excluded that the common policy applied will be more restrictive than that of the particular Participating Sub-Funds.

The Board of Directors or, as the case may be, the Investment Manager, may at any time and without any notice whatsoever decide that the co-management will be discontinued.

The Shareholders may, at any moment, obtain information at the registered office of the Company, on the percentage of the Co-Managed Assets and on the Participating Sub-Funds that are subject to the co-management scheme. Periodic reports made available to the Shareholders from time to time will provide information on the percentage of the Co-Managed Assets and on the Participating Sub-Funds that are subject to the co-management scheme.

Subscription price

Art. 24. Subscriptions may take place in cash or in kind. Any payment in kind will be made (subject to and in accordance with all applicable laws, involving from time to time, to the extent required by Luxembourg law, the drawing up of a special auditing report prepared by the Company's auditor confirming the value of the assets contributed by such an in kind payment) by way of an in kind contribution of securities to the Company which are acceptable to the Board of Directors and are consistent with the investment policy and the investment restrictions of the Company and the relevant Sub-Fund.

Whenever the Company shall offer Shares for subscription, the price per Share at which such Shares shall be offered and sold, shall be the Net Asset Value per Share of the relevant Class of Shares calculated in accordance with the Prospectus to which a subscription charge as the Board of Directors may from time to time determine, and as shall be disclosed in the Company's then current Prospectus, may be added ("Subscription Charge").

The price so determined shall be payable within a period as indicated in the prospectus.

Financial year

Art. 25. The accounting year of the Company shall begin on the first day of April of each year and shall terminate on the last day of March of the following year except that the first financial year starts with the incorporation of the Company and ends on last day of March 2014.

The accounts of the Company shall be expressed in [euro] or in respect of any Sub-Fund, in such other currency or currencies as the Board of Directors may determine. Where there shall be different Sub-Funds as provided for in article 5 hereof, and if the accounts within such Sub-Funds are maintained in different currencies, such accounts shall be converted into euro and added together for the purpose of determination of the accounts of the Company. The annual accounts, including the balance sheet and profit and loss account, the directors' report and the notice of the annual general meeting will be sent to registered Shareholders and will be made available at the registered office not less than fifteen (15) days prior to each annual general meeting.

Distribution of income

Art. 26. The general meeting of Shareholders of each Sub-Fund shall, upon the proposal of the Board of Directors in respect of each Sub-Fund, subject to any interim dividends having been declared or paid, determine how the annual net investment income shall be disposed of in respect of the relevant Sub-Fund.

Interim dividends may, at the discretion of the Board of Directors, be declared subject to such further conditions as set forth by law, and be paid out on the Shares of any Sub-Fund out of the income attributable to the Sub-Fund of assets relating to such Sub-Fund upon decision of the Board of Directors.

The dividends declared will normally be paid in the Reference Currency in which the relevant Sub-Fund is expressed or in such other currencies as selected by the Board of Directors and may be paid at such places and times as may be determined by the Board of Directors. The Board of Directors may make a final determination of the rate of exchange applicable to translate dividend monies into the currency of their payment. Stock dividends may be declared.

No dividends shall be declared in respect of Capitalisation Shares.

Distribution upon Liquidation

Art. 27. In the event of a dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the meeting of Shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. The net proceeds of liquidation corresponding to each Sub-Fund shall be distributed by the liquidators to the holders of Shares relating to each Sub-Fund in proportion of their holding of Shares in such Sub-Fund.

With the consent of the Shareholders expressed in the manner provided for by articles 67-1 and 142 of the 10 August 1915 law on commercial companies (the "1915 Law"), the Company may be liquidated and the liquidator authorised, in accordance with any applicable laws, by a decision by majority vote of two thirds of the Company's Shareholders to transfer all assets and liabilities of the Company to a Luxembourg UCITS in exchange for the issue to the Shareholders in the Company of shares of such UCITS in proportion to their shareholding in the Company. Otherwise any liquidation will entitle a shareholder to a pro rata share of the liquidation proceeds corresponding to his Class of Shares. Moneys available for distribution to Shareholders in the course of the liquidation that are not claimed by Shareholders will at the close of liquidation be deposited at the Caisse des Consignations in Luxembourg pursuant to article 146 of the 2010 Law, where during thirty (30) years they will be held at the disposal of the Shareholders entitled thereto.

Amortisation of incorporation costs

Art. 28. The Company will pay its formation expenses, including the costs and expenses of producing the initial Prospectus, and the legal and other costs and expenses incurred in determining the structure and jurisdiction of the Company. These expenses will be apportioned pro-rata to the initial Sub-Fund(s) and amortised for accounting purposes over a period of up to five (5) years. Amortised expenses may be shared with new Sub-Funds at the discretion of the Board.

Amendment of articles of incorporation

Art. 29. These Articles of Incorporation may be amended from time to time by a meeting of Shareholders, subject to the quorum and majority requirements provided by the laws of Luxembourg.

General

Art. 30. All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the 1915 Law and the 2010 Law.

Subscription and Payment

The share capital of the Company has been subscribed as follows:

Name of Subscriber	Number of subscribed Founding Ordinary Shares
Universal-Investment-Luxembourg S.A.	310 Founding Ordinary Shares
Total:	310 Founding Ordinary Shares

Upon incorporation, the Founding Ordinary Shares were fully paid-up, so that the amount of thirty-one thousand Euro (EUR 31,000) is now available to the Company, evidence thereof having been given to the undersigned notary.

Expenses

The expenses, which shall be borne by the Company as a result of its formation, are estimated at approximately one thousand seven hundred euros.

Resolutions of the sole shareholder

The above named party, representing the whole of the subscribed capital, has passed the following resolutions:

- (1) The registered office of the Company shall be at 2-8 Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;
- (2) The number of directors is set at five (5) and that of the auditor at one
- (3) The following are elected as Directors for a period of six (6) years ending on the date of the annual general meeting of Shareholders to be held in 2019:

Chairman

Mr. Sunao Otsuka, born on 28. May 1959 in Osaka, Japan, professionally residing at 5, King William Street, London EC4N 7Ja, UK

Members

1. Mr. Akihiko Kanamura, born on 30. June 1959 in Osaka, Japan, professionally residing at 2-1 Kasumigaseki 3-C
2. Mr. Trevor Langford, born on 18. December 1956 in London, UK, professionally residing at professionally residing at 5, King William Street, London EC4N 7Ja, UK
3. Mr. Eric Chinchon, born on 22. January 1980 in Fontenay sous Bois, France, professionally residing at 16, rue Jean Pierre Brasseur, L-1258 Luxembourg
4. Mr. Paul de Quant, born on 11. October 1956 in Amstelveen, NL, professionally residing at 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg

(4) The independent auditor of the Company shall be KPMG Luxembourg S.à r.l., a private limited liability company incorporated under and governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, whose registered office is 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered at the Trade and Companies Register of Luxembourg under number B 149133 as auditor of the Company. The term of office of the auditor shall expire at the close of the annual general meeting of Shareholders approving the annual accounts as of March 31, 2014.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

Statement

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that accordingly to the Luxembourg SICAV Law of 2007 as amended, on the special request of the appearing person, the present deed is worded in English only and in case of translation requirements for executive, registration or processing purposes, the then automatically translated version will be for the indicated obligations only and the English version will always prevail.

Power

The above appearing party hereby gives power to any agent or employee of the office of the signing notary, acting individually, to translate any part of this deed for registration, listing or filing purposes at the Luxembourg

Companies' Register and to sign all additional recordings, draw, correct and sign any error, lapse or typo contained herewith.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Munsbach, on the day stated at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, known to the notary by its name, first name, civil status and residence, said person signed together with the notary the present deed.

Signé: Emmel, Jean-Paul Meyers.

Enregistré à Redange/Attert, le 28 octobre 2013. Relation: RED/2013/1802. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Kirsch.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée sur papier libre, aux fins d'enregistrement auprès du R.C.S.L. et de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Rambrouch, le 30 octobre 2013.

Jean-Paul MEYERS.

Référence de publication: 2013155249/757.

(130190204) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 novembre 2013.

Deynecourt, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 15.000,00.

Siège social: L-2128 Luxembourg, 32, rue Marie-Adélaïde.

R.C.S. Luxembourg B 181.360.

— STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-fifth of October.

Before Us Me Jean-Paul MEYERS, notary residing in Rambrouch, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned.

THERE APPEARED:

(a) Philippe-Fitzpatrick ONIMUS, Avocat à la Cour, born in Strasbourg, France on 20 July 1967, residing professionally at 7, place du Théâtre, 2613 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

(b) Dr. Anikó EXTERDE, Avocat, born in Budapest, Hungary on 30 December 1975, residing at Torontál utca 24., 1145 Budapest, Hungary; and

(c) Emmanuelle BAUER, Avocat, born in Brussels, Belgium on 29 November 1974, residing at 15A, rue Saint-Nicolas, 6700 Arlon, Belgium.

Such appearing parties have requested the notary to enact the following Articles of Association of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated as follows:

Preliminary Title - Definitions and Interpretation

In these Articles of Association, except where the context requires otherwise, the following words and expressions shall have the respective meanings set out below:

“Accounting Period”	a period (i) beginning on the date of incorporation of the Company in the case of the first accounting period and in the case of a subsequent accounting period on 1 st January in the relevant year and (ii) ending on 31 st December of the same year or, in the case of the final accounting period, on the date on which the Company is liquidated;
“Admitted Attorney”	any attorney registered with (i) a Bar or a similar organisation representing the competent authority of the legal profession of a member State of the European Union or (ii) a Bar or a similar organisation representing the competent authority of the legal profession of a non-member State of the European Union, in accordance with the Legal Profession Law;
“Article”	an article of these Articles of Association;
“Articles of Association”	the articles of association of the Company, as amended from time to time;
“Board of Managers”	the board of Managers of the Company or the sole Manager (as the case may be), as appointed from time to time;
“Business Day”	each day, except any Saturday, Sunday or public holiday, upon which banks are generally open for business in Luxembourg;
“Class”	any one or more classes of Shares as may be available in the capital of the Company, which rights are further defined in these Articles of Incorporation;
“Companies Law”	the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies (as amended);
“Company”	Deyncourt, a company incorporated under the form of a private limited company (société à responsabilité limitée);
“EUR”	the Euro, the lawful currency of the Economic and Monetary Union of the European Union;
“General Meeting”	a regularly constituted meeting of Shareholders;
“Legal Profession Law”	the Luxembourg law of 10 August 1991 on the legal profession (profession d’avocat) (as amended);
“Manager”	a member of the Board of Managers or the sole manager (as the case maybe), as appointed from time to time;
“Ordinary Majority”	a vote by Shareholders representing more than fifty per cent (50%) of the corporate capital of the Company;
“Person”	any natural or legal body, including any individual natural person, firm, company, corporation, government, state or agency of a state or any association, trust or partnership (whether or not having separate legal personality) or two or more of the foregoing;
“Share”	each share (part sociale) in the capital of the Company;
“Shareholder”	a holder of any one or more Shares in any Class;
“Special Majority”	a vote by a majority of Shareholders representing at least three-quarters (3/4) of the corporate capital of the Company; such vote may be cast in front of a Luxembourg notary public as and when applicable.

In these Articles of Association, the following shall be construed as follows:

(a) Article and paragraph headings used in these Articles of Association are inserted for ease of reference only and shall not affect construction;

(b) references to “writing” or “written” includes any non-transitory form of visible reproduction of words, including electronic transmissions;

(c) references to times of the day are to that time in Luxembourg and references to a day are to a period of twenty-four (24) hours running from midnight;

(d) references to the word “include” or “including” (or any cognate term) are not to be construed as implying any limitation and general words introduced by the word “other” (or any cognate term) shall not be given a restrictive meaning by reason of the fact that they are preceded or followed by words indicating a particular class of acts matters or things;

(e) except where the context specifically requires otherwise words importing one gender shall be treated as importing any gender, words importing individuals shall be treated as importing corporations and vice versa, words importing the singular shall be treated as importing the plural and vice versa, and words importing the whole shall be treated as including a reference to any part thereof; and

(f) references to statutory provisions or enactments shall include references to any amendment, modification, extension, consolidation, replacement or re-enactment of any such provision or enactment (whether before or after the date of these Articles of Association), to any previous enactment which has been replaced or amended and to any regulation, instrument or order or other subordinate legislation made under such provision or enactment.

I. Main Corporate Features

Art. 1. Form - Name.

1.1 The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and, in particular, the Companies Law, the Legal Profession Law and these Articles of Association.

1.2 The Company shall exist under the corporate name of “Deynecourt”.

1.3 All documents drafted by the Company and addressed to third parties, such as letters, invoices or publications, must bear the registered name of the Company, including the words “S.à r.l.” or “société à responsabilité limitée”, the words “inscrit au Barreau de Luxembourg” as well as the address of the registered office of the Company and the initials R.C.S. Luxembourg, followed by the number under which the Company is registered with the Luxembourg trade and companies registry as well as the capital of the Company.

Art. 2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company is established in the municipality of Luxembourg.

2.2 The registered office of the Company may be transferred within the municipality of Luxembourg by means of a resolution of the Board of Managers.

2.3 The registered office of the Company may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the General Meeting adopted at the Special Majority.

2.4 Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the Board of Managers and in accordance with the Legal Profession Law.

2.5 In the event that the Board of Managers determines that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the Board of Managers.

Art. 3. Object.

3.1 The object of the Company is to exercise the profession of attorney-at-law in the Grand Duchy of Luxembourg in accordance with the Legal Profession Law.

3.2 The Company shall perform the acts of the profession through an Admitted Attorney, provided that, the Company shall be represented by an Admitted Attorney registered on List I of the Bar Association (Ordre des Avocats) where the office of an Attorney to the Court (Avocat à la Cour) is required.

3.3 The Company may perform any commercial, technical and financial operations as well as any movable or immovable property transactions, connected directly or indirectly to its corporate object as described above in order to facilitate the accomplishment of its purpose.

Art. 4. Duration.

4.1 The Company is formed for an unlimited duration.

4.2 The Company may be dissolved, at any time, by a resolution of the General Meeting adopted at the Special Majority.

4.3 The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several Shareholders.

4.4. Any creditor, representative, successor or heir of the Shareholders shall not, for any reason whatsoever, require the affixing of seals on the property or documents of the Company or interfere in any way in its administration. For the exercise of their rights, they shall refer to the financial statements and to the decisions of the General Meetings.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1 The share capital of the Company is set at fifteen thousand Euros (EUR 15,000) represented by fifteen thousand (15,000) Shares in registered form having a par value of one Euro (EUR 1) each, all subscribed and fully paid-up, and divided into three (3) Classes of Shares as follows:

- (a) 5,000 (five thousand) class A shares (the “Class A Shares”);
- (b) 5,000 (five thousand) class B shares (the “Class B Shares”); and
- (c) 5,000 (five thousand) class C shares (the “Class C Shares”).

5.2 The share capital of the Company may be increased or reduced in one or several times by a resolution of the Shareholders adopted at the Special Majority.

Art. 6. Shares.

6.1 Each Share entitles its owner to equal rights in the profits and assets of the Company. Ownership of one or more Shares carries acceptance of the Articles and the resolutions of the General Meeting.

6.2 Each Share is indivisible towards the Company. Joint co-owners must be represented towards the Company by a common attorney-in-fact, whether appointed amongst them or not.

6.3 Any issue or transfer of Shares shall only be made to an Admitted Attorney.

6.4 Save as provided herein, any transfer of Shares to Shareholders or non-Shareholders requires a resolution of the General Meeting adopted at the Special Majority.

6.5 The sole Shareholder may freely transfer its Shares. In case of death of the sole Shareholder, its Shares can freely be transferred by its heirs, successors or assigns to an Admitted Attorney.

6.6 Any Shareholder who does not qualify as an Admitted Attorney or loses the quality of Admitted Attorney shall transfer its Shares to the remaining Shareholders pro rata to their shareholding. In case of death of a Shareholder, its Shares are transferred to the remaining Shareholders pro rata to their shareholding by its heirs, successors or assigns. If none of the remaining Shareholders purchases the proposed Shares, they shall be entitled to nominate a third party who will be authorised to purchase such Shares subject to a resolution of the General Meeting adopted at the Special Majority.

6.7 Any transfer of Shares shall be made in writing in compliance with the Companies Law. Any such transfer shall not bind the Company or third parties until notified to, or accepted by, the Company, in accordance with article 1690 of the Civil Code.

6.8 A register of Shareholders, which may be examined by each Shareholder who so requests, will be kept at the registered office of the Company in accordance with the Companies Law.

6.9 The Company may redeem its own Shares within the limits set forth by the Companies Law.

6.10. If a Shareholder loses the status of Admitted Attorney or is suspended from the Bar, all the voting rights attached to his/her Shares and/or his/her status as a Manager shall be suspended.

III. Management - Representation**Art. 7. Board of Managers.**

7.1 The Company is managed by one or more Managers may appointed by a resolution of the General Meeting adopted at the Ordinary Majority, which sets the number of Managers, their remuneration, if any, and the term of their office. If several Managers have been appointed, they will constitute a Board of Managers.

7.2 The Managers shall be Shareholders of the Company. At least one of the Managers shall be an Attorney to the Court (Avocat à la Cour).

7.3 The Managers may be dismissed at any time for any or no reason by a resolution of the General Meeting adopted at the Ordinary Majority.

Art. 8. Powers of the Board of Managers.

8.1 All powers not expressly reserved by the Companies Law or these Articles of Association to the Shareholders shall fall within the competence of the Board of Managers, which shall have all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object.

8.2 Special and limited powers for specified matters may be delegated by the Board of Managers to one or more Persons, who need not to be Shareholders.

Art. 9. Procedure.

9.1 The Board of Managers shall meet as often as the Company's interests so requires or upon call of any Manager at the place indicated in the convening notice.

9.2 Written notice of any meeting of the Board of Managers shall be given to all Managers at least twenty-four (24) hours in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the Board of Managers.

9.3 The notice period may be waived by the consent in writing of each Manager or if all the Managers are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. Separate written notice shall not be required for meetings that are held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Managers.

9.4 Any Manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing another Manager as its proxy in writing.

9.5 The Board of Managers can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented. Resolutions of the Board of Managers are validly taken by a majority of the votes cast.

9.6 The resolutions of the Board of Managers will be recorded in minutes signed by all the Managers present or represented at the meeting.

9.7 Any Manager may participate in any meeting of the Board of Managers by telephone or video conference call or by any other similar means of communication allowing all the Persons taking part in the meeting to identify, and hear and

speak to, each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

9.8 Circular resolutions signed by all the Managers shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and shall be evidenced in writing.

Art. 10. Representation.

10.1 The Company shall be bound towards third parties in all matters by the signature of the sole Manager, or, in case the Company is managed by a Board of Managers, by the joint signatures of at least two (2) Managers.

10.2 The Company shall furthermore be bound towards third parties by the joint or sole signature of any Person to whom such signatory power has been delegated in accordance with Article 8.2 and within the limits of such power.

Art. 11. Liability of the Managers.

11.1 The Managers shall assume, by reason of their mandate, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company, provided such commitment is in compliance with these Articles of Association as well as the applicable provisions of the Companies Law.

11.2 To the extent permissible under Luxembourg law, the Managers and other officers of the Company, as well as those Persons to whom signatory powers have been validly delegated in accordance with article 8.2 of these Articles of Association, shall be indemnified out of the assets of the Company against all costs, charges, losses, damages and expenses incurred or sustained by them in connection with any actions, claims, suits or proceedings to which they may be made a party by reason of being or having been Managers, officers or delegates of the Company, by reason of any transaction carried out by the Company, any contract entered into or any action performed, concurred in, or omitted, in connection with the execution of their duties save for liabilities and expenses arising from their gross negligence or wilful default, in each case without prejudice to any other rights to which such Persons may be entitled.

11.3 To the extent permissible under Luxembourg law and except as provided for in article 59 paragraph 2 of the Companies Law, no Manager shall be responsible for the acts, neglects or defaults of the other Managers, or for any loss or damage caused by an error of judgment or oversight on their part, or for any other loss, damage or misfortune whatsoever which shall occur in the performance of their duties, except if the same results from or through their gross negligence or wilful default.

IV. General Meetings

Art. 12. Powers and voting rights.

12.1 Without prejudice to articles 12.2 and 12.4 of these Articles of Association, resolutions of the Shareholders shall be adopted at General Meetings.

12.2 If there are no more than twenty-five (25) Shareholders, the decisions of the Shareholders may be taken by circular resolution. The Shareholders shall be consulted in writing in accordance with article 13.2 of these Articles of Association and shall cast their vote by signing the circular resolution. The signatures of the Shareholders may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced in writing.

12.3 Each Shareholder has voting rights commensurate to its shareholding. Each Share is entitled to one vote. All Shares will vote as one class, except on any proposed amendments to the Articles of Association affecting the respective rights of the Classes and on any allocation of profits attached to such Classes.

12.4 The sole Shareholder assumes all powers conferred by the Companies Law or these Articles of Association to the General Meeting. The decisions of the single Shareholder are recorded in minutes or drawn up in writing.

Art. 13. Notices, quorum, majority and voting proceedings.

13.1 The Shareholders may be convened or consulted by any Manager. The Board of Managers must convene or consult the Shareholders following the request of Shareholders representing more than one-half of the capital of the Company.

13.2 The Shareholders shall be convened or consulted in writing.

13.3 Written notice of any General Meeting shall be given to all Shareholders at least eight (8) days in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the General Meeting.

13.4 General Meetings shall be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of the General Meeting.

13.5 If all the Shareholders are present or represented at a General Meeting, and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda of the meeting, the General Meeting may be held without prior notice.

13.6 A Shareholder may act at any General Meeting by appointing in writing another Person, who need not be a Shareholder, by any written appropriate means of communication.

13.7 Decisions are only validly taken insofar as they are adopted at the Ordinary Majority. If the proportion of more than fifty per cent (50%) of the corporate capital is not reached at the first General Meeting or first written consultation,

Shareholders shall be convened or consulted a second time by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the proportion of the corporate capital represented.

13.8 Notwithstanding the above, resolutions to amend the Articles of Association or to dissolve and liquidate the Company shall only be adopted at the Special Majority. However, the majority of the Shareholders may not oblige any Shareholder to increase its participation within the Company.

13.9 The Shareholders may only change the nationality of the Company by unanimous vote.

Art. 14. Annual General Meeting.

14.1 If there are more than twenty-five (25) Shareholders, an annual General Meeting shall be held at the registered office of the Company or any other place within the municipality of the registered office as may be specified in the convening notice, on 1st June of each year at 10 am or, if such day is not a Business Day, on the next following Business Day.

14.2 If there are not more than twenty-five (25) Shareholders, the annual General Meeting shall be held at such place and time as may be specified in the convening notice of the General Meeting which shall take place within the time limit set forth by the Companies Law.

V. Annual accounts - Allocation of profits

Art. 15. Accounts.

15.1 Unless otherwise provided herein, the Accounting Period shall begin on 1st January and shall end on 31st December of each year.

15.2 Each year, with reference to the Accounting Year, the Board of Managers shall prepare the balance sheet and the profit and loss accounts of the Company as well as an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising all the Company's commitments and the debts of the Managers, the auditors, if any, and the Shareholders towards the Company.

15.3 Each Shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 16. Allocation of Profits.

16.1 The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortization and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the annual net profits of the Company is allocated to the statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

16.2 The General Meeting may, for each Class of Shares, discretionarily dispose of the annual net profits of the Company attached to each Class and may in particular decide on the payment of a dividend, to transfer the balance to a reserve account, or to carry such balance forward in accordance with applicable law.

16.3 Interim dividends may be distributed at any time in accordance with the Companies Law.

VI. Auditor

Art. 17. Auditor.

17.1 The Company shall be supervised by one or more statutory auditors (commissaire(s) aux comptes) or independent auditors (réviseurs d'entreprises) when so required by law.

17.2 The auditors shall be appointed by the General Meeting which shall determine their number, their remuneration and the term of their office, which shall not exceed six (6) years and may be renewed.

VII. Dissolution - Liquidation

Art. 18. Liquidation.

18.1 In the event of a dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, who do not need to be Shareholders, appointed by a resolution of General Meeting adopted at the Special Majority, which will determine their powers and remuneration. Unless otherwise provided for in the resolution of the General Meeting or by the Companies Law, the liquidators shall be invested with the broadest powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

18.2 The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities of the Company shall be paid, for each Class of Shares, to the Shareholders in proportion to the shares held by each Shareholder in the relevant Class.

VII. Applicable Law

Art. 19. Applicable Law. Reference is made to the provisions of the Companies Law and the Legal Profession Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles of Association.

Transitory provision

The first Accounting Period shall begin on the date of this deed and shall end on 31st December 2014.

Subscription - Payment

Thereupon, the appearing parties declare to subscribe to the fifteen thousand (15,000.-) Shares in registered form, with a par value of one Euro (EUR 1.-) each and agree to pay them in full by a contribution in cash of fifteen thousand Euros (EUR 15,000.-) to be entirely allocated to the corporate capital account of the Company as follows:

- (a) Philippe-Fitzpatrick Onimus declares to subscribe to the five thousand (5,000) Class A Shares;
- (b) Dr Anikó Exterde declares to subscribe to the five thousand (5,000) Class B Shares; and
- (c) Emmanuelle Bauer declares to subscribe to the five thousand (5,000) Class C Shares.

The amount of fifteen thousand Euros (EUR 15,000.-) is at the Company's disposal and evidence thereof has been given to the undersigned notary.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about 1,200.- Euros.

General Meeting

Immediately after the incorporation of the Company, the above-named

Persons, representing the entirety of the subscribed capital and exercising the powers devolved to the meeting, passed the following resolutions:

1. Are appointed as Managers for an unlimited period:

- (a) Philippe-Fitzpatrick Onimus, Avocat à la Cour, born in Strasbourg, France on 20 July 1967, residing professionally at 7, place du Théâtre, 2613 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;
- (b) Dr. Anikó Exterde, Avocat, born in Budapest, Hungary on 30 December 1975, residing at Torontâl utca 24., 1145 Budapest, Hungary; and
- (c) Emmanuelle Bauer, Avocat, born in Brussels, Belgium on 29 November 1974, residing at 15A, rue Saint-Nicolas, 6700 Arlon, Belgium.

2. The Company shall have its registered office at 32, rue Marie-Adelaïde, L-2128 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Power

The above appearing party(ies) hereby give(s) power to any agent and / or employee of the office of the signing notary, acting individually to proceed with the registration, listing, deletion, publication or any other useful or necessary operations following this deed and possibly to draw, correct and sign any error, lapse or typo to this deed.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing parties, they signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le vingt-cinq octobre.

Par-devant Nous Maître Jean-Paul MEYERS, notaire de résidence à Rambrouch, Grand-Duché de Luxembourg, sous-signé.

ONT COMPARU:

- (a) Philippe-Fitzpatrick ONIMUS, Avocat à la Cour, né le 20 juillet 1967 à Strasbourg, France, domicilié professionnellement au 7, place du Théâtre, 2613 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;
- (b) Dr. Anikó EXTERDE, Avocat, née à Budapest, Hongrie le 30 décembre 1975, domicilié à Torontâl utca 24., 1145 Budapest, Hongrie; et
- (c) Emmanuelle BAUER, Avocat, née à Bruxelles, Belgique le 29 novembre 1974, domiciliée à 15A, rue Saint-Nicolas, 6700 Arlon, Belgique.

Les parties comparantes ont prié le notaire instrumentant d'acter de la façon suivante les Statuts d'une société à responsabilité limitée qui est ainsi constituée:

Titre préliminaire - Définitions - Interprétation

Dans les présents Statuts, sauf lorsqu'une interprétation différente est nécessaire eu égard au contexte, les mots et expressions exposés ci-dessous auront le sens suivant:

«Associé»	tout détenteur d'une ou plusieurs Parts Sociales;
«Article»	un article des présents Statuts;
«Assemblée Générale»	toute assemblée générale des Associés régulièrement constituée;
«Avocat en Exercice»	tout avocat inscrit (i) à un Ordre ou à une organisation représentant l'autorité compétente pour la profession d'avocat d'un état membre de l'Union Européenne, ou (ii) à un Ordre ou à une organisation professionnelle représentant l'autorité compétente pour la profession d'avocat d'un état non membre de l'Union Européenne, en accord avec la Loi sur la Profession d'Avocat;
«Classe»	une ou plusieurs classes de Parts Sociales disponibles dans le capital social, dont les droits sont plus amplement décrits dans les présents Statuts;
«Conseil de Gérance»	le conseil de gérance de la Société ou le Gérant unique, tel que nommé le cas échéant;
«EUR»	l'Euro, la monnaie en vigueur dans l'Union Economique et Monétaire de l'Union Européenne;
«Jour Ouvrable»	un jour pendant lequel les banques sont ouvertes au Luxembourg dans le cadre de leurs activités, en dehors des samedis, dimanches et jours fériés;
«Gérant»	tout membre du Conseil de Gérance ou le Gérant unique, tel que nommé le cas échéant;
«Loi sur la Profession d'Avocat»	la loi luxembourgeoise du 10 août 1991 sur l'exercice de la profession d'avocat (telle que modifiée);
«Loi sur les Sociétés»	la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (telle que modifiée);
«Majorité Ordinaire»	un vote des Associés représentant plus de cinquante pourcent (50%) du capital social de la Société;
«Majorité Spéciale»	Un vote des Associés représentant au moins les trois quarts (3/4) capital social de la Société; ces voix peuvent être exprimées devant un notaire au Luxembourg, le cas échéant;
«Part Sociale»	toute part sociale dans le capital de la Société;
«Période Comptable»	une période (i) commençant à la date de constitution de la Société dans le cas d'une première période comptable et dans le cas d'une période comptable ultérieure le 1 ^{er} janvier de l'année concernée et (ii) prenant fin le 31 décembre suivant ou, dans le cas de la dernière période comptable de la Société, à la date à laquelle la Société est définitivement dissoute;
«Personne»	toute personne physique ou morale, en ce compris tout individu, société, gouvernement, état ou agence d'un état, ou toute association trust, association (avec ou sans personnalité morale) ou deux ou plus personnes précitées;
«Société»	Deyncourt, une société constituée sous la forme d'une société à responsabilité limitée;
«Statuts»	les statuts de la Société, tels que modifiés le cas échéant.

Dans les présents Statuts, les termes suivants sont à interpréter comme suit:

(a) les intitulés des Articles et des paragraphes utilisés dans les présents Statuts ne servent que de référence et n'ont aucune incidence sur leur interprétation;

(b) les renvois à «écrit» comprennent tout mode non transitoire de reproduction visible des mots, y compris les transmissions électroniques;

(c) les renvois aux heures font référence au fuseau horaire de Luxembourg et les renvois à un jour font référence à une période de vingt-quatre (24) heures à compter de minuit;

(d) les renvois au mot «comprend/comprennent» ou «y compris» (ou tout terme analogue) ne sont pas à interpréter comme impliquant une quelconque limitation et les mots de portée générale introduits par le mot «autre(s)» (ou tout terme analogue) ne sont pas réputés donner un sens restrictif en raison du fait qu'ils sont précédés ou suivis par des mots qui dénotent une catégorie particulière d'actes, de questions ou de choses;

(e) sauf si le contexte exige expressément le contraire, les mots d'un genre donné comprennent tout autre genre, les mots qui renvoient à des individus sont réputés renvoyer à des entreprises et vice versa, les mots au singulier renvoient au pluriel et vice versa, et les mots qui renvoient à un tout sont à interpréter comme renvoyant également à toute partie de ce tout; et

(f) les renvois à des dispositions ou dispositifs légaux font référence à tout avenant, à toute modification, à toute prorogation, à tout remplacement ou à tout renouvellement de ladite disposition ou dudit dispositif (qu'ils soient antérieurs ou postérieurs aux présents Statuts), à tout dispositif remplacé ou modifié et à tout règlement, à tout instrument ou à toute ordonnance ou à toute législation subordonnée établie en vertu de ladite disposition ou dudit dispositif.

I. Caractéristiques principales de la Société

Art. 1^{er}. Forme juridique - Dénomination.

1.1 La Société est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg et, en particulier, par la Loi sur les Sociétés, la Loi sur la Profession d'Avocat et par les présents Statuts.

1.2 La Société existe sous la dénomination sociale «Deynecourt».

1.3 Tous les documents dressés par la Société et destinés à des tiers, comme par exemple des lettres, des factures ou publications, doivent contenir la dénomination sociale de la Société en ce compris la mention «S.à r.l.» ou «société à responsabilité limitée», la mention «inscrite au Barreau de Luxembourg», l'adresse du siège social de la Société et les initiales R.C.S. Luxembourg suivi du numéro sous lequel la Société est immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés, ainsi que du montant du capital social.

Art. 2. Siège social.

2.1 Le siège social de la Société est établi dans la commune de Luxembourg.

2.2 Le siège social de la Société peut être transféré dans les limites de la commune de Luxembourg par une résolution du Conseil de Gérance.

2.3 Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution de l'Assemblée Générale adoptée à la Majorité Spéciale.

2.4 Des succursales, filiales ou tout autres bureaux peuvent être établis tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par une résolution du Conseil de Gérance, en conformité avec la Loi sur la Profession d'Avocat.

2.5 Au cas où le Conseil de Gérance estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social, ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; ces mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise. Ces mesures provisoires seront prises et portées à la connaissance des tiers par le Conseil de Gérance.

Art. 3. Objet social.

3.1 L'objet de la Société est d'exercer la profession d'avocat au Grand-Duché de Luxembourg en conformité avec la Loi sur la Profession d'Avocat.

3.2 La Société ne pourra accomplir les actes de cette profession que par l'intermédiaire d'un Avocat en Exercice; toutefois, pour les actes requérant le ministère d'Avocat à la Cour, la Société ne pourra être représentée que par un Avocat en Exercice inscrit à la Liste I du tableau de l'Ordre des Avocats.

3.3 La Société peut réaliser toutes opérations commerciales, techniques et financières, ainsi que toutes transactions mobilières et immobilières, en relation directe ou indirecte avec son objet social tel que décrit ci-dessus et destinés à faciliter l'accomplissement de son objet.

Art. 4. Durée.

4.1 La Société est formée pour une durée indéterminée.

4.2 La Société peut être dissoute, à tout moment, par une résolution de l'Assemblée Générale des Associés de la Société adoptée à la Majorité Spéciale.

4.3 La Société ne sera pas dissoute en raison du décès, de la suspension des droits civiques, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs Associés.

4.4 Les créanciers, représentants, ayants droit ou héritiers des Associés ne pourront, pour quelque motif que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des Assemblées Générales.

II. Capital social - Parts Sociales

Art. 5. Capital.

5.1 Le capital social de la Société est fixé à quinze mille Euros (EUR 15.000,-) représenté par quinze mille (15.000) Parts Sociales sous forme nominative ayant une valeur nominale de un Euro (EUR 1,-) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées, et divisées en trois classes d'actions comme suit:

- (a) 5.000 (cinq mille) Parts Sociales de Classe A (les «Parts de Classe A»);
- (b) 5.000 (cinq mille) Parts Sociales de Classe B (les «Parts de Classe B»); et
- (c) 5.000 (cinq mille) Parts Sociales de Classe C (les «Parts de Classe C»).

5.2 Le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par résolution des Associés adoptée à la Majorité Spéciale.

Art. 6. Parts Sociales.

6.1 Chaque Part Sociale donne droit à son détenteur à une fraction identique des actifs et bénéfiques de la Société. La propriété d'une ou de plusieurs Parts Sociales emporte de plein droit adhésion aux Statuts et aux décisions de l'Assemblée Générale.

6.2 Chaque part est indivisible à l'égard de la Société. Les propriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un mandataire commun pris parmi eux ou en dehors d'eux.

6.3 Toute émission ou cession de Parts Sociales ne se peut se faire qu'à un Avocat en Exercice.

6.4. Sauf disposition contraire des Statuts, toute cession de Parts Sociales à des Associés ou non-Associés est soumise à l'accord préalable de l'Assemblée Générale adoptée à la Majorité Spéciale.

6.5 L'Associé unique peut librement céder ses Parts Sociales. En cas de décès de celui-ci, les Parts sociales pourront être librement transférées par ses héritiers, ayants droit ou son conjoint survivant à un Avocat en Exercice.

6.6 Tout Associé qui n'est pas admis comme Avocat en Exercice ou perd la qualité d'Avocat en Exercice est tenu de transférer ses Parts Sociales aux Associés restants au prorata de leur participation. En cas de décès d'un Associé, ses Parts sociales seront transférés aux Associés restants au prorata de leur participation par ses héritiers, ayants droit ou son conjoint survivant. Si aucun des Associés restants ne rachète les Parts Sociales, les Associés auront le droit de désigner un tiers qui sera autorisé à racheter ces Parts Sociales sous réserve d'une résolution de l'Assemblée Générale adoptée à la Majorité Spéciale.

6.7 Toute cession de Parts Sociales sera effectuée par écrit en conformité avec la Loi sur les Sociétés. Toute cession de Parts Sociales n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par elle en conformité avec l'article 1690 du code civil.

6.8 Un registre des Associés, qui pourra être consulté par chaque Associé qui le désire, sera tenu au siège social de la Société conformément aux dispositions de la Loi sur les Sociétés.

6.9 La Société peut racheter ses Parts Sociales dans les limites fixées par la Loi sur les Sociétés.

6.10 Si un Associé perd la qualité d'Avocat en Exercice, ou s'il est suspendu du Barreau, il verra ses droits de vote d'actionnaire et/ou d'administrateur suspendus.

III. Gestion - Représentation

Art. 7. Conseil de Gérance.

7.1 La Société est gérée par un ou plusieurs Gérants désignés par une décision de l'Assemblée Générale adoptée à la Majorité Ordinaire qui déterminera le nombre de Gérants, leur rémunération, le cas échéant et la durée de leur mandat. En cas de nomination de plusieurs Gérants, un Conseil de Gérance sera constitué.

7.2 Les Gérants seront obligatoirement Associés de la Société. Au moins un des Gérants sera admis en tant qu'Avocat à la Cour.

7.3 Les Gérants sont révocables à tout moment ad nutum par une résolution de l'Assemblée Générale adoptée à la Majorité Ordinaire.

Art. 8. Pouvoirs du Conseil de Gérance.

8.1 Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi sur les Sociétés ou les présents Statuts aux Associés seront de la compétence du Conseil de Gérance, qui aura tous pouvoirs pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformes à l'objet de la Société.

8.2 Des pouvoirs spéciaux et limités pour des tâches spécifiques peuvent être délégués à un ou plusieurs agents, Associés ou non, par le Conseil de Gérance.

Art. 9. Procédure.

9.1 Le Conseil de Gérance se réunira aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige ou sur convocation d'un Gérant au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

9.2 Convocation écrite de toute réunion du Conseil de Gérance sera donnée à tous les Gérants au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature de cette urgence sera mentionnée dans la convocation de la réunion du Conseil de Gérance.

9.3 Il peut aussi être renoncé à la convocation écrite avec l'accord écrit de chaque membre du Conseil de Gérance ou si tous les membres du Conseil de Gérance sont présents ou représentés à la réunion et s'ils déclarent avoir été dûment informés et avoir parfaite connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Des convocations écrites séparées ne seront pas exigées pour des réunions se tenant à une heure et à un endroit prévus dans un calendrier préalablement adopté par résolution du Conseil de Gérance.

9.4 Tout Gérant peut participer à toute réunion du Conseil de Gérance en nommant un autre Gérant comme son mandataire par écrit.

9.5 Le Conseil de Gérance ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés. Les décisions du Conseil de Gérance ne sont prises valablement qu'à la majorité des voix exprimées.

9.6 Les décisions du Conseil de Gérance seront consignées dans des procès-verbaux signés par tous les Gérants présents ou représentés à la réunion.

9.7 Tout Gérant peut participer à la réunion du Conseil de Gérance par téléphone ou vidéo conférence ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les Personnes participant à la réunion peuvent s'identifier, s'entendre et se parler. La participation à la réunion par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à la réunion.

9.8 Des résolutions circulaires signées par tous les Gérants seront valables et engageront la Société comme si elles avaient été adoptées à une réunion du Conseil de Gérance dûment convoquée et tenue. Les signatures des Gérants peuvent être apposées sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, confirmées par écrit.

Art. 10. Représentation.

10.1 La Société sera engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par la signature du Gérant unique ou, au cas où la Société est gérée par un Conseil de Gérance, par les signatures conjointes de deux (2) Gérants.

10.2 La Société sera en outre engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe ou unique de toute Personne à qui ce pouvoir de signature a été valablement délégué conformément à l'Article 8.2 et dans les limites de ce pouvoir.

Art. 11. Responsabilité des Gérants.

11.1 Les Gérants ne contractent à raison de leur fonction aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont pris en conformité avec les Statuts et les dispositions applicables de la Loi sur les Sociétés.

11.2 Dans la mesure permise par le droit luxembourgeois, les Gérants et autres fondés de pouvoir de la Société, ainsi que toutes les Personnes à qui des pouvoirs de signature ont été valablement délégués conformément à l'article 8.2 des présents Statuts seront indemnisés par prélèvement sur les actifs de la Société contre tous les coûts, frais, pertes, dommages et dépenses encourus ou supportés par eux en relation avec toutes actions, plaintes, procès ou procédures auxquels ils peuvent être partie en raison de leur statut actuel ou passé de Gérants, fondés de pouvoir ou délégués de la Société, en raison de toute transaction effectuée par la Société, tout contrat conclu ou action accomplie, ou omise ou dans laquelle ils ont participé, en relation avec l'exécution de leurs obligations, à l'exception des dommages et dépenses dues à leur faute lourde ou manquement dolosif, dans chaque cas, sans préjudice de tous les autres droits dont ces Personnes peuvent jouir.

11.3 Dans la mesure permise par le droit luxembourgeois, et sauf dans les cas prévus à l'article 59 paragraphe 2 de la Loi sur les Sociétés, un Gérant ne sera pas responsable des actes, négligences ou manquements des autres Gérants, ou pour toute perte ou tout dommage causés par une erreur de jugement ou inadvertance de leur part, ou pour toute autre perte, dommage ou préjudice quelle qu'il soit qui surviendrait lors de l'exécution de son mandat, sauf si cela résulte de, ou est causé par, une faute lourde ou manquement dolosif lui incombant.

IV. Assemblées Générales

Art. 12. Pouvoirs et droits de vote.

12.1 Sans préjudice des articles 12.2 et 12.4 des présents Statuts, les résolutions des Associés sont adoptées en Assemblée Générale.

12.2. Si le nombre d'Associés n'excède pas vingt-cinq (25), les décisions des Associés pourront être prises par résolution circulaire. Les Associés seront consultés par écrit conformément à l'article 13.2 des présents Statuts et exprimeront leur vote en signant la résolution circulaire. Les signatures des Associés peuvent être apposées sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, confirmées par écrit.

12.3 Chaque Associé a des droits de vote en proportion du nombre de Parts Sociales détenues par celui-ci. Chaque Part Sociale donne droit à un vote. Toutes les Parts Sociales voteront comme une seule classe, à l'exception des propositions de modification des Statuts qui affecteraient les droits respectifs des Classes de Parts Sociales et des allocations des profits attachés à ces Classes.

12.4 L'Associé unique assume tous les pouvoirs conférés par la Loi sur les Sociétés ou les présents Statuts à l'Assemblée Générale. Les décisions de l'Associé unique sont consignées en procès-verbaux ou rédigées par écrit.

Art. 13. Convocations, quorum, majorité et procédure de vote.

13.1 Les Associés peuvent être convoqués ou consultés par tout Gérant de la Société. Le Conseil de Gérance doit convoquer ou consulter les Associés à la demande des Associés représentant plus de la moitié du capital social de la Société.

13.2 Les Associés sont convoqués ou consultés par écrit.

13.3 Une convocation écrite à toute Assemblée Générale sera donnée à tous les Associés au moins huit (8) jours avant la date fixée de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature de ces circonstances sera précisée dans la convocation de ladite assemblée.

13.4 Les Assemblées Générales seront tenues au lieu et heure précisés dans les convocations respectives des assemblées.

13.5 Si tous les Associés de la Société sont présents ou représentés à l'Assemblée Générale et se considèrent eux-mêmes comme dûment convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée pourra se tenir sans convocation préalable.

13.6 Un Associé peut prendre part à toute Assemblée Générale en désignant une autre Personne comme mandataire, Associé ou non, par tout moyen écrit de communication adéquat.

13.7 Les décisions collectives ne sont valablement prises qu'à la Majorité Ordinaire. Si la proportion de plus de cinquante pour cent (50%) du capital social n'est pas atteinte à la première Assemblée Générale ou première consultation

écrite, les Associés seront convoqués ou consultés une seconde fois, par lettre recommandée, et les décisions seront adoptées à la majorité des voix exprimées, sans tenir compte de la proportion du capital social représenté.

13.8 Nonobstant ce qui précède, les résolutions destinées à amender les Statuts ou à dissoudre et liquider la Société ne peuvent être adoptées que par une Majorité Spéciale. Cependant, en aucun cas la majorité ne peut obliger un Associé à augmenter sa participation dans la Société.

13.9 Les Associés ne peuvent changer la nationalité de la Société qu'à l'unanimité.

Art. 14. Assemblée Générale Annuelle.

14.1 Si le nombre d'Associés dépasse vingt-cinq (25), l'Assemblée Générale annuelle des Associés sera tenue au siège social de la Société ou à tout autre endroit dans la commune du siège social tel que précisé dans la convocation, le premier jour du mois de juin à 10 heures ou, si ce jour n'est pas un jour Ouvrable, le jour ouvrable suivant.

14.2 Si le nombre d'Associés ne dépasse pas vingt-cinq (25), l'Assemblée Générale annuelle se tiendra au lieu et heure indiqués dans la convocation de l'Assemblée Générale qui devra se tenir dans les délais prévus par la Loi sur les Sociétés.

V. Comptes Annuels - Affectation des bénéfices

Art. 15. Comptes Annuels.

15.1 A moins qu'il n'en soit disposé autrement dans les présents Statuts, la Période Comptable commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

15.2 Chaque année, à la fin de la Période Comptable, le Conseil de Gérance dresse le bilan et le compte de pertes et profits de la Société ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société avec une annexe résumant tous les engagements de la Société et les dettes des Gérants, des commissaires aux comptes ou du réviseur d'entreprises, le cas échéant, et des Associés de la Société.

15.3 Tout Associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social de la Société.

Art. 16. Affectation des bénéfices.

16.1 Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net. Cinq pour cent (5%) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la loi. Cette affectation cessera d'être exigée dès que la réserve légale aura atteint dix pour cent (10%) du capital social.

16.2 Les Associés décident, pour chaque Classe de Parts Sociales, sur base discrétionnaire, de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels de la Société attachés à chaque Classe. Ils pourront décider du paiement d'un dividende, de transférer le solde à un compte de réserve, de le reporter en application des dispositions légales en vigueur.

16.3 Des dividendes intérimaires peuvent être distribués, à tout moment, en conformité avec la Loi sur les Sociétés.

VI. Commissaires

Art. 17. Commissaires.

17.1 La Société devra être supervisée par un ou plusieurs commissaires aux comptes ou réviseurs d'entreprises agréés lorsque la loi le requiert.

17.2 Les commissaires aux comptes ou réviseurs d'entreprises seront nommés par l'Assemblée Générale qui déterminera leur nombre, rémunération et la durée de leur mandat, qui n'excédera pas six (6) ans et pourra être renouvelé.

VI. Dissolution - Liquidation

Art. 18. Liquidation.

18.1 En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs, Associés ou non, nommés par une résolution de l'Assemblée Générale adoptée à la Majorité Spéciale, qui déterminera leurs pouvoirs et leur rémunération. Sauf disposition contraire prévue par la Loi sur les Sociétés ou la décision des Associés, les liquidateurs seront investis des pouvoirs les plus larges pour la réalisation des actifs et du paiement des dettes de la Société.

18.2 Le boni de liquidation résultant de la réalisation des actifs et après paiement des dettes de la Société sera distribué pour chaque Classe de Parts Sociales, aux Associés proportionnellement au nombre d'actions détenues par chaque Associé dans ladite Classe.

VII. Loi applicable

Art. 19. Loi applicable. Il est fait référence à la Loi sur les Sociétés et la Loi sur la Profession d'Avocat pour tous les points non réglés par les présents Statuts.

Disposition transitoire

La première Période Comptable commencera à la date du présent acte et s'achèvera le 31 décembre 2014.

Souscription et Libération

Sur ces faits, les parties comparantes déclarent souscrire les quinze mille (15.000) Parts Sociales sous forme nominative, d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, et de les libérer intégralement par un apport en numéraire d'un montant de quinze mille euros (EUR 15.000,-) entièrement alloué au capital social de la Société comme suit:

- (a) Philippe-Fitzpatrick Onimus, déclare souscrire les cinq mille (5.000) Parts Sociales de Classe A;
- (b) Anikó Exterde déclare souscrire les cinq mille (5.000) Parts Sociales de Classe B; et
- (c) Emmanuelle Bauer déclare souscrire les cinq mille (5.000) Parts Sociales de Classe C.

Le montant de quinze mille euros (EUR 15.000,-) est à la disposition de la Société, preuve en ayant été donné au notaire instrumentant.

Estimation des Frais

Les coûts, dépenses, et charges de toutes sortes qui incombent à la Société ou qui lui seront facturées en raison de sa constitution, ont été estimés à environ 1.200,- euros.

Assemblée générale

Immédiatement après la constitution de la Société, les Personnes précitées, représentant l'intégralité du capital social souscrit et exerçant les pouvoirs dévolus à l'Assemblée Générale, ont pris les résolutions suivantes:

1. Sont nommés en qualité de Gérant pour une durée indéterminée:

- (a) Philippe-Fitzpatrick Onimus, Avocat à la Cour, né le 20 juillet 1967 à Strasbourg, France, domicilié professionnellement au 7, place du Théâtre, 2613 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;
- (b) Dr. Anikó Exterde, Avocat, née à Budapest, Hongrie le 30 décembre 1975, domicilié à Torontál utca 24., 1145 Budapest, Hongrie; et
- (c) Emmanuelle Bauer, Avocat, née à Bruxelles, Belgique le 29 novembre 1974, domiciliée à 15A, rue Saint-Nicolas, 6700 Arlon, Belgique.

2. Le siège social de la Société est établi au 32, rue Marie-Adélaïde, L-2128 Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête des comparants, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction française et qu'en cas de divergence entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Pouvoirs

Le(s) comparant(s) donne(nt) par la présente pouvoir à tout clerc et/ou employé de l'étude du notaire soussigné, agissant individuellement, afin de procéder à l'enregistrement, l'immatriculation, la radiation, la publication ou toutes autres opérations utiles ou nécessaires dans la suite du présent acte et, le cas échéant pour corriger, rectifier, rédiger, ratifier et signer toute erreur, omission ou faute(s) de frappe(s) au présent acte.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Lecture du document ayant été faite aux comparants, ceux-ci ont signé, avec le notaire instrumentant, le présent acte.

Signé: Onimus, Exterde, Bauer, Jean-Paul Meyers.

Enregistré à Redange/Attert, le 29 octobre 2013. Relation: RED/2013/1816. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): Kirsch.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée sur papier libre, aux fins d'enregistrement auprès du R.C.S.L. et de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

[Signature électronique certifiée comprise dans le document transmis au R.C.S.L.]

Rambrouch, le 30 octobre 2013.

Jean-Paul MEYERS.

Référence de publication: 2013154075/658.

(130189149) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2013.

Win Securitisation II, Société à responsabilité limitée de titrisation.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 115, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 146.020.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013140979/9.

(130172022) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2013.

Image-In-Nation S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1147 Luxembourg, 4, rue de l'Avenir.

R.C.S. Luxembourg B 180.526.

STATUTS

L'an deux mille treize, le trente août.

Par-devant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

La société à responsabilité limitée Compagnie Financière du Mont-Blanc S.à r.l., dont le siège se situe au 4, Rue de l'avenir, L-1147 Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 150.258,

ici dûment représentée par son gérant unique Monsieur Eddy DÔME, gérant, demeurant professionnellement au 4, rue de l'avenir, L-1147 Luxembourg.

Lequel comparant, agissant ès dite qualité a requis le notaire instrumentaire de dresser acte constitutif d'une société anonyme qu'il déclare constituer et dont il a arrêté les statuts comme suit:

Titre I^{er} - Dénomination, Siège social, Objet, Durée

Art. 1^{er}. Il est formé par le présent acte une société anonyme sous la dénomination de «Image-In-Nation S.A.».

Art. 2. Le siège social est établi à Luxembourg-Ville.

Il pourra être transféré à toute autre adresse à l'intérieur de la même commune ou dans une autre commune par simple décision du conseil d'administration ou par une résolution de l'assemblée générale des actionnaires, tel que requis par les dispositions applicables de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Au cas où des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales.

Une telle décision n'aura aucun effet sur la nationalité de la société. La déclaration de transfert du siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société qui se trouvera le mieux placé à cet effet dans les circonstances données.

La Société peut ouvrir des succursales dans tous autres lieux du pays ainsi qu'à l'étranger.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La société a pour objet toute activité de conseil, d'étude, de développement et de commercialisation de tout contrat pour sportifs; diffusion et publication de toute littérature et de tous supports d'information en relation avec le sport.

La société pourra exploiter tout brevet, licence, secret de fabrication, dessin et modèle, savoir-faire, marques et pourra recevoir des droits et royalties en relation avec le sport et plus généralement l'exploitation du droit à l'image.

La société aura également pour objet la prise de participation sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises commerciales, industrielles, financières, ou autres, luxembourgeoises ou étrangères, le contrôle et la mise en valeur de ces participations, la prestation de services à filiales.

La société a pour objet également l'acquisition de tous titres, valeurs mobilières et droits par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation et de toute autre manière et notamment l'acquisition de brevets et licences, leur gestion et leur mise en valeur, l'octroi aux entreprises auxquelles elle s'intéresse, de tous concours, prêts, avances ou garanties, enfin toute activité et toutes opérations généralement quelconques se rattachant directement ou indirectement à son objet.

La société peut réaliser toutes opérations commerciales, techniques ou financières, tant mobilières qu'immobilières, en relation directe ou indirecte avec tous les secteurs prédécrits, de manière à en faciliter l'accomplissement.

Titre II. - Capital, Actions

Art. 5. Le capital social est fixé à trente et un mille euros (31.000.- EUR) divisé en trois cent dix (310) actions d'une valeur nominale de cent euros (100.- EUR).

Les actions peuvent être représentées, au choix du propriétaire, par des certificats unitaires ou des certificats représentant deux ou plusieurs actions.

Les actions sont soit nominatives, soit au porteur, au choix des actionnaires.

La Société pourra racheter ses actions lorsque le Conseil d'Administration considérera le rachat dans l'intérêt de la société conformément aux conditions qu'il aura fixées et dans les limites imposées par l'article 49-8 de la loi sur les

sociétés commerciales. Le Conseil d'Administration pourra créer ponctuellement les réserves qu'il jugera appropriées (en plus des réserves légales) et créera une réserve destinée à recevoir les primes d'émissions reçues par la Société lors de l'émission et de la vente de ses Actions, les réserves ainsi créées pourront être utilisées par le Conseil d'Administration en vue du rachat de ses actions par la Société.

Les actions rachetées par la Société continueront d'exister sans droit de vote, ni droit aux dividendes, ni au boni de liquidation.

Le prix de rachat sera déterminé par le Conseil d'Administration, conformément aux alinéas 6 et 7 de l'article 49 de la loi sur les sociétés commerciales.

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions légales requises.

Titre III. - Administration

Art. 6. En cas de pluralité d'actionnaires, la Société doit être administrée par un Conseil d'Administration composé de trois (3) membres au moins (chacun un «Administrateur»), actionnaires ou non.

Si la Société est établie par un actionnaire unique ou si à l'occasion d'une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que la Société a seulement un actionnaire restant, la Société doit être administrée par un Conseil d'Administration consistant soit en un Administrateur (l'«Administrateur Unique») jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires constatant l'existence de plus d'un actionnaire ou par au moins trois Administrateurs. Une société peut être membre du Conseil d'Administration ou peut être l'Administrateur Unique de la Société. Dans un tel cas, le Conseil d'Administration ou l'Administrateur unique nommera ou confirmera la nomination de son représentant permanent en conformité avec la Loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales tel que modifiée.

Les Administrateurs ou l'Administrateur Unique sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires pour une période n'excédant pas six ans et sont rééligibles. Ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale des actionnaires. Ils restent en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient nommés. Les Administrateurs élus sans indication de la durée de leur mandat, seront réputés avoir été élus pour un terme de six ans.

En cas de vacance du poste d'un administrateur pour cause de décès, de démission ou autre raison, les administrateurs restants nommés de la sorte peuvent se réunir et pourvoir à son remplacement, à la majorité des votes, jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires portant ratification du remplacement effectué.

Art. 7. Le Conseil d'Administration élira parmi ses membres un président (le «Président»). Le premier Président peut être nommé par la première assemblée générale des actionnaires. En cas d'empêchement du Président, il sera remplacé par l'Administrateur élu à cette fin parmi les membres présents à la réunion. Le Conseil d'Administration se réunit sur convocation du Président ou d'un Administrateur. Lorsque tous les Administrateurs sont présents ou représentés, ils pourront renoncer aux formalités de convocation. Le Conseil d'Administration ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée par procuration. Tout Administrateur est autorisé à se faire représenter lors d'une réunion du Conseil d'Administration par un autre Administrateur, pour autant que ce dernier soit en possession d'une procuration écrite. Un Administrateur peut également désigner par téléphone un autre Administrateur pour le représenter. Cette désignation devra être confirmée par une lettre écrite. Toute décision du Conseil d'Administration est prise à la majorité simple des votes émis. En cas de partage, la voix du Président est prépondérante. L'utilisation de la vidéo conférence et de conférence téléphonique est autorisée pour autant que chaque participant soit en mesure de prendre activement part à la réunion, c'est à dire notamment d'entendre et d'être entendu par tous les autres Administrateurs participant et utilisant ce type de technologie, seront réputés présents à la réunion et seront habilités à prendre part au vote via le téléphone ou la vidéo. Des résolutions du Conseil d'Administration peuvent être prises valablement par voie circulaire si elles sont signées et approuvées par écrit par tous les Administrateurs personnellement (résolution circulaire). Cette approbation peut résulter d'un seul ou de plusieurs documents séparés transmis par fax ou e-mail. Ces décisions auront le même effet et la même validité que des décisions votées lors d'une réunion du Conseil d'Administration, dûment convoqué. La date de ces résolutions doit être la date de la dernière signature.

Les votes pourront également s'exprimer par tout autre moyen généralement quelconque tel que fax, e-mail ou par téléphone, dans cette dernière hypothèse, le vote devra être confirmé par écrit.

Les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration sont signés par tous les membres présents aux séances. Des extraits seront certifiés par le président du Conseil d'Administration ou par deux Administrateurs.

Art. 8. Le Conseil d'Administration ou l'Administrateur Unique est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition conformément à l'objet social de la société.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la loi ou par les présents statuts à l'assemblée générale sont de la compétence du Conseil d'Administration. En particulier le conseil d'administration aura le pouvoir d'acquiescer des valeurs mobilières, des créances et d'autres avoirs de toute nature, d'émettre des obligations, de contracter des prêts, de constituer des sûretés sur les avoirs de la société et de conclure des contrats d'échanges sur devises et taux d'intérêt, étant entendu que ces décisions devront être prises à l'unanimité par les administrateurs. Le Conseil d'Administration peut payer des acomptes sur dividendes en respectant les dispositions légales.

Art. 9. Envers les tiers, en toutes circonstances, la Société sera engagée, en cas d'Administrateur Unique, par la signature unique de son Administrateur Unique ou, en cas de pluralité d'administrateurs, par la signature conjointe de deux admi-

nistrateurs ou par la signature unique de toute personne à qui le pouvoir de signature aura été délégué par le Conseil d'Administration ou par l'Administrateur Unique de la Société, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Art. 10. Le Conseil d'Administration peut déléguer à l'unanimité des voix la gestion journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs, qui seront appelés administrateurs-délégués.

Il peut aussi confier la gestion de toutes les activités de la société ou d'une branche spéciale de celles-ci à un ou plusieurs directeurs, et donner des pouvoirs spéciaux pour l'accomplissement de tâches précises à un ou plusieurs mandataires, qui ne doivent pas nécessairement être membres du conseil d'administration ou actionnaires de la société.

Art. 11. Tous les litiges dans lesquels la société est impliquée comme demandeur ou comme défendeur, seront traités au nom de la société par le Conseil d'Administration, représenté par son président ou par l'administrateur délégué à cet effet.

Titre IV. - Surveillance

Art. 12. La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre et leur rémunération, ainsi que la durée de leur mandat qui ne peut excéder six années.

Titre V. - Assemblée générale

Art. 13. L'assemblée générale annuelle se tiendra à Luxembourg, à l'endroit spécifié dans la convocation, le 2^{ème} lundi du mois de mai à 9 heures.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée générale se tiendra le jour ouvrable suivant.

Titre VI. - Année sociale, Répartition des bénéfices

Art. 14. L'année sociale de la société commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 15. L'excédant favorable du bilan, après déduction de toutes les charges de la société et des amortissements, constitue le bénéfice net de la société. Il est prélevé cinq pour cent (5%) du bénéfice net pour la constitution de la réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ladite réserve atteint dix pour cent (10%) du capital social, mais reprend son cours si, pour une cause quelconque, ladite réserve descend en dessous des dix pour cent du capital social.

Le reste du bénéfice est à la disposition de l'assemblée générale.

Titre VII. - Dissolution, Liquidation

Art. 16. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale des actionnaires. Si la société est dissoute, la liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale des actionnaires, qui détermine leurs pouvoirs et fixe leurs émoluments.

Titre VIII. - Dispositions Générales

Art. 17. Pour tous les points non réglés par les présents statuts, les parties se réfèrent à la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures.

Dispositions transitoires

- 1) Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2013.
- 2) La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en 2014.

Souscription et Libération

Les statuts de la société ayant ainsi été établis, les comparantes déclarent souscrire l'intégralité du capital comme suit:

Compagnie Financière du Mont-Blanc S.à r.l., préqualifiée	310 actions
TOTAL:	310 actions

Toutes les actions ont été entièrement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de trente et un mille euros (31.000.-EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare que les conditions prévues par l'article 26 de la loi du 10 août 1915, telle que modifiée ultérieurement, sont remplies.

Frais

Le montant global des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, est évalué approximativement à mille cinq cents euros (1.500.- EUR).

136315

Avertissement

Le notaire instrumentaire a rendu attentif le comparante au fait qu'avant toute activité commerciale de la Société présentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par le comparante.

Assemblée Générale Extraordinaire

La comparante préqualifiée, représentant la totalité du capital souscrit a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à un (1) et celui des commissaires à un (1).
2. Est appelé à la fonction d'administrateur:

Monsieur Kismet ERIS, agent de joueur de football professionnel, né à Aksaray (Turquie) le 25 décembre 1970, demeurant au 14, Avenue Rogier, B-4000 Liège.

3. A été appelé aux fonctions de commissaire aux comptes:

Monsieur Eddy DÔME, expert-comptable, né le 16 août 1965 à Waremme (Belgique), demeurant au 63, Marvie, B-6600 Bastogne.

4. Les mandats de l'administrateur et du commissaire aux comptes expireront après l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en 2018.

5. Le siège social de la société est fixé au 4, rue de l'avenir, L-1147 Luxembourg.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture faite à la comparante, elle a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: E. DÔME et M. SCHAEFFER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 2 septembre 2013. LAC/2013/40107. Reçu soixante-quinze euros (75.- €)

Le Receveur ff. (signé): Carole FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 octobre 2013.

Référence de publication: 2013138585/186.

(130169216) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 octobre 2013.

Virida Holding II S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 160.760.

In the year two thousand and thirteen, on the sixteenth day of September.

Before Us, Maître Marc Loesch, notary, residing in Mondorf-les-Bains (Grand Duchy of Luxembourg).

Was held an extraordinary general meeting (the "Meeting") of the shareholders of Virida Holding II S.A., a public limited liability company (société anonyme) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg by a notarial deed of 3 May 2011, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1710 of 28 July 2011, with registered office at 11-13 Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg and registered with the Luxembourg Company Register under number B 160.760 (the "Company"). The Company's articles of incorporation have been amended for the last time by a deed of the undersigned notary of 11 June 2013, published in the Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations number 1869 of 2 August 2013.

The Meeting was opened at 12.45 by Mr Frank Stolz-Page, employee, with professional address in Mondorf-les-Bains, Grand-Duchy of Luxembourg acting as chairman of the meeting.

The Chairman appointed as secretary of the meeting Mr Chris Oberhag, employee, with professional address in Mondorf-les-Bains, Grand-Duchy of Luxembourg.

The Meeting elected as scrutineer of the meeting Mr Chris Oberhag, employee, with professional address in Luxembourg.

The bureau of the Meeting has been unanimously approved by the Meeting.

The Chairman then declared and requested the notary to state the following.

1) The agenda of the Meeting was as follows:

Agenda

1. To increase the share capital of the Company by an amount of three thousand Euro (EUR 3,000.-) so as to raise it from its current amount of three million three hundred fifty eight thousand five hundred thirty-nine Euro (EUR 3,358,539.-) to an amount of three million three hundred sixty-one thousand five hundred thirty-nine Euro (EUR 3,361,539.-).

2. To issue three thousand (3,000) new shares, all with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each, having the same rights and privileges as those attached to the existing shares and entitled to dividends as from the day of such extraordinary general shareholder meeting.

3. To record the waiver of the preferred subscription rights of the remaining shareholders and to accept the subscription and full payment of the three thousand (3,000) new shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each plus a total share premium of two hundred ninety-seven thousand Euro (EUR 297,000.-), by a contribution in cash.

4. To amend paragraph 1 of article 5 of the Company's articles of association to reflect the above changes.

5. Miscellaneous.

II) The shareholders present or represented, the proxyholder of the represented shareholders and the number of the shares held by each shareholder are shown on an attendance list which, signed by the members of the bureau of the Meeting, the shareholders present, the proxyholder of the represented shareholders and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The proxies, signed *ne varietur* by the members of the bureau of the Meeting, the relevant proxyholder and the notary, will also remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

III) It appears from the said attendance list that all the shareholders, representing the total capital of the Company, are present or represented at the Meeting. The Shareholders unanimously waive all convening formalities and declare to have been duly informed about the agenda before this Meeting. The Meeting is thus regularly constituted and can validly deliberate on all the items on the agenda.

IV) After deliberation, the Meeting then adopted, each time unanimously, the following resolutions:

First resolution

The Meeting resolved to increase the share capital of the Company by an amount of three thousand Euro (EUR 3,000.-) so as to raise it from its current amount of three million three hundred fifty eight thousand five hundred thirty-nine Euro (EUR 3,358,539.-) to an amount of three million three hundred sixty-one thousand five hundred thirty-nine Euro (EUR 3,361,539.-).

Second resolution

The Meeting resolved to issue three thousand (3,000) new shares, all with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each, having the same rights and privileges as those attached to the existing shares and entitled to dividends as from the day of such extraordinary general shareholder meeting.

Subscription - Payment - Waiver

Thereupon, now appears Mr Frank Stolz-Page, pre-named, acting in his capacity as duly authorized agent and attorney in fact of Elisario Limited, by virtue of a proxy under private seal given on 12 September.

The person appearing declared to subscribe in the name and on behalf of Elisario Limited, a limited liability company incorporated under the laws of Cyprus, with registered seat at Nicosia, Esperidon, 12, 4th floor, 1087, Cyprus, registered with the commercial register of Cyprus under number HE 322273, to three thousand (3,000) new shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each, and to fully pay these new shares as well as an aggregate share premium of two hundred ninety-seven thousand Euro (EUR 297,000.-) by a contribution in cash in the aggregate amount of three hundred thousand Euro (EUR 300,000.-).

The Meeting resolved, after having acknowledge the waiver of the preferential subscription right of the remaining shareholders, to accept these subscription and payment and acknowledged that the newly issued shares have been entirely paid in cash and that the Company has at its disposal the total amount of three hundred thousand Euro (EUR 300,000.-), proof of which was given to the undersigned notary who expressly confirmed and recorded this statement.

Third resolution

The Meeting resolved to amend paragraph 1 of article 5 of the Articles of the Company, which shall forthwith read as follows:

" **Art. 5. Issued Capital.** The issued capital of the Company is set at three million three hundred sixty-one thousand five hundred thirty-nine Euro (EUR 3,361,539.-) divided into three million three hundred sixty-one thousand five hundred thirty-nine (3,361,539) shares with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, all of which are fully paid up."

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever, which fall to be paid by the Company as a result of this document are estimated at approximately one thousand six hundred euro (EUR 1,600.-).

There being no other business, the meeting was adjourned at 1.00 p.m..

Declaration

The undersigned notary is proficient in English and states herewith that on request of the above appearing person's proxy holder, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same person's proxy holder and in case of any discrepancies between the English and the French text, the English text will prevail.

The document having been read to the appearing person's proxy holder, who is known to the notary by their surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with Us, the notary, this original deed.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the date stated at the beginning of this document.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mil treize le seize septembre,

par devant Nous, Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains (Grand-Duché de Luxembourg).

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires (l'"Assemblée") de Virida Holding II S.A., une société anonyme constituée sous le droit luxembourgeois, par acte notarié du 3 mai 2011 publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1710 du 28 juillet 2011, ayant son siège social à 11-13 Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 160.760 (la "Société"). Les statuts de la Société ont été modifiés la dernière fois par acte du notaire soussigné, en date du 11 juin 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1869 le 2 août 2013.

L'assemblée a été ouverte à 12.45 sous la présidence de M. Frank Stolz-Page, employé privé, demeurant professionnellement à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg.

Monsieur le Président a désigné comme secrétaire de l'assemblée Monsieur Chris Oberhag, employé privé, demeurant professionnellement à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg.

L'Assemblée a élit aux fonctions de scrutateur de l'assemblée, Monsieur Chris Oberhag, employé privé, demeurant professionnellement à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg.

Le bureau de l'assemblée ainsi composé a été unanimement approuvé par l'assemblée.

Ensuite, Monsieur le Président a déclaré et a demandé au notaire d'acter que:

I) L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

1. Augmenter le capital social de la Société par un montant de trois mille euros (EUR 3.000,-) afin de le porter de son montant actuel de trois millions trois cent cinquante-huit mille cinq cent trente-neuf euros (EUR 3.358.539,-) à un montant de trois millions trois cent soixante-et-un mille cinq cent trente-neuf euros (EUR 3.361.539,-).

2. Emettre trois mille (3.000) nouvelles actions, ayant une valeur nominale de un euro (EUR 1,-) chacune, ayant les mêmes droits et privilèges que ceux attachés aux actions existantes au jour de cette assemblée générale extraordinaire.

3. Prendre acte de la renonciation au droit préférentiel de souscription et accepter la souscription et la libération intégrale des trois mille (3.000) nouvelles actions, ayant une valeur nominale de un euro (EUR 1,-) chacune, plus une prime d'émission d'un montant total de deux cent quatre-vingt-dix-sept mille euros (EUR 297.000,-) par un apport en numéraire.

4. Modifier l'article 5 paragraphe 1 des statuts de la Société afin de refléter les changements ci-dessus.

5. Divers

II) Les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés et le nombre des actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les mandataires des actionnaires représentés, par les membres du bureau et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

III) Les procurations des actionnaires représentés, signées "ne varietur" par le mandataire en question, par les membres du bureau et le notaire soussigné, resteront également annexées au présent acte pour être soumises avec lui à la formalité de l'enregistrement.

IV) Après délibération, l'Assemblée a ensuite adopté, chaque fois unanimement, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée a décidé d'augmenter le capital social de la Société par un montant de trois mille euros (EUR 3.000,-) afin de le porter de son montant actuel de trois millions trois cent cinquante-huit mille cinq cent trente-neuf euros (EUR 3.358.539,-) à un montant de trois millions trois cent soixante-et-un mille cinq cent trente-neuf euros (EUR 3.361.539,-).

Deuxième résolution

L'Assemblée a décidé d'émettre trois mille (3.000) nouvelles actions, ayant une valeur nominale de un euro (EUR 1,-) chacune, ayant les mêmes droits et privilèges que ceux attachés aux actions existantes au jour de cette assemblée générale extraordinaire.

Souscription / Paiement

Ensuite, a comparu M. Frank Stolz-Page, susmentionnée, agissant en sa qualité de mandataire dûment autorisé de Elisario Limited, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé en date du 12 septembre 2013.

Le comparant déclare souscrire, au nom et pour le compte de Elisario Limited, une société à responsabilité limitée constituée sous le droit chypriote, ayant son siège social à Nicosia, Esperidon, 12, 4th floor, 1087, Chypre, et enregistrée auprès du registre commercial de Chypre sous le numéro HE 322273, à trois mille (3.000) nouvelles actions ayant une valeur nominale de un euro (EUR 1,-) chacune et de libérer intégralement ces nouvelles actions, ainsi une prime d'émission de deux cent quatre-vingt-dix-sept mille euros (EUR 297.000,-), par apport en numéraire d'un montant total de trois cent mille euros (EUR 300.000,-).

L'Assemblée a décidé d'accepter la souscription et le paiement et reconnaît que les nouvelles actions émises ont été intégralement payées en numéraire et que la Société a à sa disposition le montant total de trois cent mille euros (EUR 300.000,-), preuve duquel a été apportée au notaire soussigné qui a expressément confirmé et enregistré cette déclaration.

Troisième résolution

L'Assemblée a décidé de modifier l'article 5 paragraphe 1 des statuts de la Société qui aura désormais la teneur suivante:

Art. 5. Capital. Le capital émis de la Société est fixé à trois millions trois cent soixante-et-un mille cinq cent trente-neuf euros (EUR 3.361.539,-), représenté par trois millions trois cent soixante-et-un mille cinq cent trente-neuf (3.361.539) actions d'une valeur nominale de un euro (EUR 1,-) chacune et étant entièrement libérées."

Évaluation des Frais

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature qui incombent à la Société en raison du présent acte sont évalués à environ mille six cents euros (EUR 1.600,-).

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée à 13.00 heures.

Déclaration

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire instrumentant qui comprend la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande des mandataires du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande des mêmes mandataires, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Lecture du présent acte fait aux mandataires du comparant, connus du notaire instrumentant par leurs noms, prénoms usuels, états civils et demeures, ils ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: F. Stolz-Page, C. Oberhag, M. Loesch.

Enregistré à Remich, le 20 septembre 2013. REM/2013/1652. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): L. SCHLINK.

Pour expédition conforme,

Mondorf-les-Bains, le 2 octobre 2013.

Référence de publication: 2013138829/164.

(130168817) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 octobre 2013.

Sun Connect S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 148.987.

L'an deux mille treize, le six septembre.

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

A COMPARU:

M^e Aloyse MAY, avocat à la Cour, demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 2-4 rue Eugène Ruppert, agissant en sa qualité de curateur de la succession de feu Monsieur Jacques MAWET, artisan, né à Rocourt (Belgique), le 15 mai 1955, ayant demeuré à L-7540 Berschbach, 23A, rue de Luxembourg,

sur base d'un jugement de nomination d'un curateur en matière de succession vacante, du Tribunal d'arrondissement de Luxembourg, en date 2 mai 2013, dont une copie après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes.

Laquelle comparante a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

- Que la société à responsabilité limitée "Sun Connect S.à r.l.", ayant son siège social à L-7540 Berschbach, 23A, rue de Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B, numéro 148.987, a été constituée suivant acte reçu par Maître Marc LECUIT, notaire de résidence à Mersch en date du 16 octobre 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2261 du 19 novembre 2009. Les statuts n'ont pas été modifiés depuis.

- Que le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500 EUR), représenté par cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de cent euros (125,- EUR) chacune, entièrement libérées.

- Que feu Monsieur Jacques MAWET était le seul et unique associé de ladite société et que le curateur de sa succession agissant pour compte de feu Monsieur Jacques MAWET a pris en assemblée générale extraordinaire les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide transférer le siège social à l'adresse suivante avec effet à ce jour L-2453 Luxembourg, 2-4 rue Eugène Ruppert, et de modifier en conséquence le premier alinéa de l'article 5 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

« **Art. 5. (1^{er} alinéa).** Le siège social est établi dans la Ville de Luxembourg."

Deuxième résolution

L'assemblée décide de dissoudre anticipativement la société et de la mettre en liquidation.

Troisième résolution

L'assemblée désigne comme liquidateur Me Aloyse MAY, avocat à la Cour, demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 2-4 rue Eugène Ruppert.

Quatrième résolution

L'assemblée générale décide de voir régir les pouvoirs du liquidateur par les dispositions de la loi sur les sociétés commerciales, plus précisément par ses articles 144 à 148 bis, il peut accomplir tous les actes prévus par l'article 145 sans devoir recourir à l'autorisation de l'Assemblée Générale dans les cas où elle est requise.

Il peut dispenser le conservateur des hypothèques de prendre inscription d'office; renoncer à tous droits réels, privilégiés, hypothèques, actions résolutoires, donner mainlevée, avec ou sans paiement, de toute inscriptions privilégiées, ou hypothécaires, transcriptions, saisies, oppositions, ou autres empêchements.

Le liquidateur est dispensé de dresser un inventaire et peut s'en référer aux écritures de la société.

Il peut sous sa responsabilité, pour des opérations spéciales déterminées, déléguer à un ou plusieurs mandataires telle partie de ses pouvoirs qu'il détermine et pour la durée qu'il fixera.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Evaluation des frais

Tous les frais et honoraires du présent acte incombant à la société sont évalués à la somme de 950,- EUR.

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, connue du notaire par ses nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Aloyse MAY, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 16 septembre 2013. Relation GRE/2013/3707. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Junglinster, le 2 octobre 2013.

Référence de publication: 2013138792/58.

(130168507) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 octobre 2013.

European Fragrances S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 2.000.000,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 160.611.

Il résulte d'une convention de cession de parts sociales sous seing privé, entre Bridgepoint Europe IV Investments S.à r.l., société à responsabilité limitée, ayant un capital social de EUR 23.003,-, ayant son siège social au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg et immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B143.146, et European Fragrances (Holdings) S.à r.l., société à responsabilité limitée, ayant un capital social de EUR 12.501,-, ayant son siège social au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg et immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B160.612 que les un million huit cent quarante-sept mille sept cent quatre-vingt-treize (1.847.793) parts sociales de la Société ont été transférées par Bridgepoint Europe IV Investments S.à r.l., préqualifiée, au profit de European Fragrances (Holdings) S.à r.l., préqualifiée, le 4 octobre 2013.

En conséquence de ce qui précède au 4 octobre 2013, Bridgepoint Europe IV Investments S.à r.l., préqualifiée, ne détient plus de part sociale dans la Société, et European Fragrances (Holdings) S.à r.l., préqualifiée, détient 1.847.793 parts sociales dans la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 7 octobre 2013.

Signature.

Référence de publication: 2013140498/21.

(130171361) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2013.

Noweda S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling.

R.C.S. Luxembourg B 171.232.

Nous vous prions de bien vouloir prendre note de la démission, en date du 12 septembre 2013, du Commissaire aux comptes:

- La société Revisora S.A. (R.C.S. Luxembourg B 145.505) ayant son siège social au 60, avenue de la Liberté, L-1260 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

NOWEDA S.A.

Référence de publication: 2013139990/13.

(130170690) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2013.

SHOGUN PROPERTIES, société de gestion de patrimoine familial, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 33.671.

Les comptes annuels au 30.06.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 02.10.13.

Pour: SHOGUN PROPERTIES, société de gestion de patrimoine familial

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Isabelle Marechal-Gerlaxhe / Mireille Wagner

Référence de publication: 2013140896/16.

(130171660) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2013.

Seadler Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 172.212.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SEADLER INVEST S.A.

Référence de publication: 2013140893/10.

(130171181) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2013.

SCZ Engineering S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9991 Weiswampach, 2, Am Hock.

R.C.S. Luxembourg B 168.268.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 08 octobre 2013.

Référence de publication: 2013140891/10.

(130171864) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2013.